

# POURQUOI LA GAUCHE PERD

Pour la gauche européenne, c'est l'hiver. Loin des espoirs suscités par leurs débuts, les nouvelles formations critiques envers la social-démocratie, Podemos en Espagne (*lire pages 14 et 15*) et Die Linke en Allemagne (*lire pages 16 et 17*), sont elles aussi affaiblies, tandis qu'en Italie la disparition du Parti communiste, en avril 1991, a laissé le camp progressiste sans bous-

sole (*lire pages 16 et 17*). Incapable d'écouter les aspirations populaires et de tirer profit du mécontentement général (*lire page 18*), la gauche s'enferme souvent dans un discours où le pathos le dispute à la mièvrerie (*lire pages 12 et 13*). Elle espère ainsi rassembler grâce à une rhétorique consensuelle des groupes sociaux que dorénavant tout sépare (*lire ci-dessous*).

## On aimerait bien, mais on ne peut plus...

PAR BENOÎT BRÉVILLE ET SERGE HALIMI

ALORS que la France va vivre dans trois mois une élection présidentielle, le sentiment que la gauche va la perdre l'emporte assez largement. Il est d'autant plus puissant que, même dans l'hypothèse improbable où elles se retrouveraient unies le temps d'un scrutin, les diverses tendances qui composent cette « famille » n'ont plus grand-chose en partage. Comment gouverneraient-elles ensemble, alors qu'elles s'opposent sur des questions aussi essentielles que la fiscalité, l'âge du départ à la retraite, l'Union européenne, la poursuite ou l'arrêt du nucléaire, la politique de défense, les relations avec Washington, Moscou et Pékin? Seule la peur commune de l'extrême droite les réunit encore. Mais, depuis quatre décennies, l'ascension de celle-ci s'est poursuivie alors que la gauche a exercé le pouvoir pendant vingt ans (1981-1986, 1988-1993, 1997-2002, 2012-2017). Autant dire que les stratégies déployées pour enrayer ce danger ont spectaculairement échoué.

Ailleurs qu'en France, le tableau n'est pas plus reluisant. « *Ce n'est pas la peine de tourner le couteau dans la plaie. Nous sommes submergés! La gauche est détruite dans toute une série de pays* », admet M. Jean-Luc Mélenchon (1), qui paraît faire la course en tête à gauche, mais derrière plusieurs candidats de droite et d'extrême droite. En 2002, les sociaux-démocrates dirigeaient treize des quinze gouvernements de l'Union européenne; vingt ans plus tard, il n'y en a plus que sept sur vingt-sept (Allemagne, Finlande, Suède, Danemark, Espagne, Portugal et Malte). Un effondrement qui n'est pas sans rapport avec un paradoxe cruel que relève M. Jean-Pierre Chevènement : « *La mondialisation néolibérale, à travers la liberté de circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes, se trouve mise en cause non pas par la gauche, largement ralliée au social-libéralisme, mais par la droite dite "populiste"* (2). »

Une telle « mise en cause » aurait dû favoriser la « gauche de gauche ». Or le paysage n'est pas plus riant de ce côté-ci. En Grèce, Syriza a été sommée par ses créanciers de durcir les politiques économiques et financières qu'elle s'était engagée à combattre, elle s'y est résignée, puis a perdu le pouvoir; Podemos en Espagne (*lire pages 14 et 15*) et Die Linke en Allemagne sont affaiblis (*lire pages 16 et 17*); les communistes français ne comptent plus aucun élu au Parlement européen. Et ce n'est pas tout. Après avoir dirigé le Parti travailliste britannique en cherchant à le dégager de son ornière blairiste, M. Jeremy Corbyn siège dorénavant parmi les non-inscrits, alors qu'aux États-Unis M. Bernie Sanders, qui lui aussi espérait donner une nouvelle identité à une formation ayant organisé la mondialisation néolibérale, a vu s'écrouler en moins d'une semaine sa campagne présidentielle. Il n'y a guère qu'en Amérique latine que la gauche trouve encore des motifs de réconfort (*lire pages 8 et 9*).

Pour être réalisés, les objectifs de transformation sociale doivent être adossés à un puissant mouvement des classes populaires. Nul n'ignore plus que la conscience des échecs d'une politique, voire de l'illégitimité d'un système, n'enfante pas automatiquement la volonté de les terrasser. Quand les instruments pour y parvenir font défaut, la révolte ou la colère cèdent souvent le pas à la débrouille, au sauve-qui-peut ou à la conviction que les droits sociaux du voisin constituent des privilèges. Ce terreau favorise alors les conservateurs et l'extrême droite. En France et ailleurs, l'échec de la plupart des grandes mobilisations sociales depuis vingt ans, en partie imputable à des stratégies syndicales



ANNA CARUSO. – « Se non ora quando? » (Si ce n'est maintenant, quand?), 2013

inefficaces (mouvements « saute-mouton » à la SNCF et à la RATP), doit aussi beaucoup à des politiques gouvernementales qui ont empêché l'organisation de grèves paralysantes en imposant, par exemple, un service minimum dans les transports. Car la bourgeoisie sait apprendre de ses défaites et détruire les outils qui les ont provoquées. Elle n'hésite ni à changer les règles du jeu ni à les enfreindre. Chaque fois qu'elle le doit, elle le peut – et elle le fait. Ainsi que l'observait le philosophe Lucien Sève, « *le capitalisme ne va pas s'effondrer de lui-même, il a encore la force de nous conduire tous à la mort, comme ces pilotes d'avion qui se suicident avec leurs passagers. Il est urgent d'entrer dans le cockpit pour nous emparer ensemble des commandes* (3). »

SOUVENT la gauche est entrée dans ce cockpit. Et c'est un peu son handicap aujourd'hui tant le souvenir de ses passages au pouvoir détruit la volonté de lui confier à nouveau les manettes. Des noms comme ceux de Blair, Clinton, Mitterrand, Craxi, Gonzales, Schröder, Hollande provoquent souvent un rejet violent. Au point qu'il faudrait remonter loin dans le temps et piocher dans un stock de photos en noir et blanc pour que le nom de « gauche » déclenche encore de la nostalgie : le New Deal, le Front populaire, l'« esprit de 1945 » (auquel les Britanniques doivent leur service de santé publique), le « communisme déjà là » de la Sécurité sociale, selon la formule du sociologue Bernard Friot. L'histoire des déceptions qui ont suivi, en particulier ces dernières années, est connue; inutile de la détailler ici. Deux dimensions méritent cependant d'être rappelées. D'une part, loin d'avoir simplement échoué à appliquer son programme, la gauche a mis en œuvre celui de ses adversaires. D'autre part, chaque fois qu'elle ne s'empresse pas de capituler – dès le premier jour de son mandat dans le cas du président François Hollande –, ce n'est ni un coup d'État ni une armée étrangère qui provoqua la mise au pas, mais une strangulation financière. « *Le printemps d'Athènes*, résumait en août 2015 M. Yanis Varoufakis, qui avait été ministre des finances grec, *a été écrasé tout comme le printemps de Prague. Pas par des chars, mais par des banques.* »

Et l'ennemi était souvent à l'intérieur... Jusqu'à une date récente, nul n'envisageait qu'un ancien premier ministre travailliste se reconvertisse dans le privé et fasse fortune en louant ses services à la banque Barclays et à JPMorgan, ou qu'un ancien ministre des finances socialiste devienne directeur général du Fonds monétaire international (FMI). Mieux, si l'on peut dire, ce sont trois socialistes français ou proches de François Mitterrand qui servirent d'architectes à la déréglementation des capitaux, moteur de la mondialisation financière : M. Jacques Delors, comme président de la Commission européenne; M. Henri Chavranski, à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); et M. Michel Camdessus, comme directeur général du FMI. L'Acte unique européen, les partenariats public-privé, les privatisations, y compris celle des médias, furent donc souvent l'œuvre de la gauche. En déclarant sa candidature à l'élection présidentielle de 2002, le premier ministre socialiste Lionel Jospin rappela même que l'« *intérêt des salariés* » de France Télécom et d'Air France avait selon

lui justifié les ouvertures de capital décidées par son gouvernement. Comment mobiliser politiquement un électorat de gauche avec un tel bilan?

Les choses ne sont pas plus faciles quand la gauche au pouvoir refuse de jouer le rôle de régisseur des politiques de droite. Il y a un peu moins d'un siècle, le dirigeant socialiste Léon Blum affichait ses inquiétudes à la veille d'élections législatives que le Cartel des gauches allait remporter : « *Nous ne sommes pas bien sûrs que les représentants et dirigeants de la société actuelle, au moment où ses principes essentiels leur paraîtraient trop gravement menacés, ne sortent pas eux-mêmes de la légalité* (4). » Blum redoutait alors un coup de force. Aujourd'hui, inutile d'y recourir et même de sortir de la légalité pour que les « principes essentiels » d'une société capitaliste continuent de s'appliquer, quoi que décident les peuples concernés. Quatre jours seulement après la victoire législative de la gauche grecque, le président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, avertissait les vainqueurs du scrutin : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens.* » Ce verrou des structures, ce sentiment que presque tout est devenu impossible sont désormais tellement ancrés dans les textes et dans les têtes des gouvernants que lorsque, en novembre dernier, on annonça au ministre des comptes publics que 90 % des Français réclamaient la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur cinquante produits de première nécessité, il répliqua : « *Il faudrait en débattre des années avec la Commission européenne, car instaurer une TVA à 0 % n'est pas possible dans le cadre des règles actuelles* (5). » On aimerait bien, mais on ne peut plus...

CETTE invocation répétée de l'impuissance a fini par discréditer le débat politique. Les partis, vidés de leurs adhérents (22 000 pour le Parti socialiste en 2021, contre près de 200 000 quarante ans plus tôt), n'apparaissent plus comme les leviers d'un éventuel changement, mais comme des machines électorales qui encouragent l'entre-soi, les guerres de chefs et les conflits d'ego. Soucieux de se démarquer de cet univers, qu'ils jugent corrompu, de nombreux militants se tournent vers d'autres formes de luttes, horizontales, inclusives, participatives. Ainsi, les manifestants des « printemps arabes », ceux d'Occupy Wall Street, de Nuit debout ou des « gilets jaunes » : tous ont refusé de se doter de leaders (par peur de la personnalisation), de bâtir des organisations hiérarchiques (pour éviter l'autoritarisme), de nouer des alliances avec des partis ou des syndicats (par crainte de la récupération) ou de s'inscrire dans le jeu électoral (assimilé à un monde de manigances et de compromissions).

Mais il est arrivé que cette quête de la pureté se fasse au détriment de l'efficacité. Le 15 octobre 2011, le mouvement Occupy a rassemblé des millions de personnes dans 952 villes, à travers 82 pays – la plus grande mobilisation planétaire de l'histoire. Il n'a rien obtenu. Les « gilets jaunes » ont enchaîné des dizaines de samedis de défilés – le plus long mouvement social observé en France. Eux non plus n'ont pas obtenu grand-chose. Et les « printemps arabes »? Dix ans après les rassemblements de la place Tahrir en Égypte, le pays subit le joug de la dictature de M. Abdel Fattah Al-Sissi, plus terrible encore que celle de Hosni Moubarak, le président déchu en 2011. « *Les jeunes qui guidaient ces mouvements (...) rejetaient toute forme d'organisation verticale* », explique Hicham El-Alaoui au sujet des « printemps arabes ». « *Pourquoi? Après avoir vu des décennies de corruption, ils se méfiaient du système politique, le jugeaient sale, corrompu. Pour conserver leur idéalisme, il leur fallait rester purs. (...) Mais vous avez beau faire pression en rassemblant des gens dans la rue, si cette pression ne trouve pas de traduction dans le système politique, vous êtes marginalisés* (6). » Dans ce genre de cas, l'équation est simple : sans organisation, pas d'influence; sans influence, pas de résultats.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

### SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 12 ET 13 : Le choix des mots, par **Evelyne Piellier**.  
On aimerait bien, mais on ne peut plus..., suite de l'article de **Benoît Bréville et Serge Halimi**.

PAGES 14 ET 15 : Podemos ou l'illusion du neuf, par **Maëlle Mariette**.

PAGES 16 ET 17 : En Allemagne, deux lignes pour un même camp, par **Peter Wahl**.

L'étrange disparition du Parti communiste italien, par **Antoine Schwartz**.

PAGE 18 : Si les classes populaires étaient écoutées, par **Pierre Souchon**.

(1) « Questions politiques », France Inter, 21 mars 2021. Lire aussi page 12.

(2) Jean-Pierre Chevènement, *Qui veut risquer sa vie la sauvera*, Robert Laffont, Paris, 2020.

(3) Entretien paru dans *L'Humanité* le 8 novembre 2019, republié le 24 mars 2020, peu après sa mort.

(4) Léon Blum, « L'idéal socialiste », *La Revue de Paris*, mai 1924. Cité par Jean Lacouture, *Léon Blum*, Seuil, Paris, 1977.

(5) M. Gérard Darmanin, *Le Journal du dimanche*, Paris, 7 avril 2019.

(6) « A dissent's view of the Arab Spring », entretien avec Hicham El-Alaoui, *The Harvard Gazette*, 23 décembre 2019, [www.news.harvard.edu](http://www.news.harvard.edu)

## Le choix



ANNA CARUSO. – « Gli occhi sono ancora vivi » (Les yeux sont toujours vivants), 2016

## Dos au mur

« Pour la famille politique que je représente, l'explosion sociale de pratiquement toutes les corporations ouvrières et salariales – en CDD [contrat à durée déterminée], en intérim, et ainsi de suite – a détruit les bases sur lesquelles autrefois était construit notre idéal et les organisations qui allaient avec. Le rapport de forces s'est considérablement dégradé pour nous. Nous sommes sortis de la période où nous étions si forts dans le passé en haillons. Parce que nous n'avons pas su renouveler nos dirigeants, parce que la pensée a été pauvre, le rapport aux intellectuels a été nul et que, bon an mal an, la principale force d'opposition et de proposition, et souvent la seule, qui était le socialisme et le mouvement social-démocrate, s'est ralliée au néolibéralisme et à l'idée que le capitalisme était une forme d'organisation de la société indépassable.

Dès lors, le tableau se présente d'une manière tragique. Dans toute l'Europe de l'Est, la gauche, quelle qu'elle soit, est réduite à l'état de trace. En Italie, où il y avait le plus grand parti communiste d'Europe occidentale, le plus imaginaire, le plus vivant, il n'en reste plus rien. Et dans pratiquement toute l'Europe du Nord, les partis sociaux-démocrates sont réduits à la portion congrue. Quant aux mouvements comparables aux Insoumis, ils n'existent pratiquement plus. En même temps, ont monté des organisations d'extrême droite un peu partout, en relation avec cette destruction et cette absence d'alternative crédible. (...) C'est ça le fond de l'affaire, et nous sommes le dos au mur dans toute l'Europe. »

Jean-Luc Mélenchon, intervention aux « Mardis de l'Essec », 16 novembre 2021.

Après diverses compromissions, théorisées parfois comme un dépassement des clivages, les partis qui s'en réclament cherchent à redonner à la gauche une identité. La dilution dans le pathos de la « lutte des classes » y suffira-t-il ?

PAR EVELYNE PIEILLER

COMMENT convaincre ? Comment amener les abstentionnistes, les hésitants, les découragés à voter pour une formation de gauche ? Il y a bien sûr les mesures du programme, mais comment les faire entendre, les rendre sensibles ? Que convient-il de mettre en avant, quelles valeurs promouvoir ? Bref, comment rendre la gauche désirable grâce à une communication efficace ? C'est ce à quoi s'emploient ses divers représentants dans leurs meetings, débats, entretiens télévisés. On ne surprendra personne en disant que l'entreprise est compliquée.

On l'a beaucoup entendu : le « logiciel de la gauche » est périmé, on ne peut plus raisonner dans les mêmes termes que jadis, tout a changé, il faut s'adapter, etc., pour ne rien dire de ses trahisons. Pis, il se dit assez banalement que la gauche, la droite, à l'arrivée, il n'y a guère de différence, et qu'au fond ce n'est plus le problème, prenons de la hauteur, ces clivages furent valables, sans doute, mais dans le monde d'avant. Ce que confirme avec un certain sens de la provocation le candidat à l'élection présidentielle de La France insoumise, M. Jean-Luc Mélenchon, après qu'un journaliste a fait remarquer l'absence du terme dans son programme « L'avenir en commun » : « Peu importe que vous me voyiez de gauche ou de droite », d'autant que ce qu'on a appelé la gauche s'est caractérisé par ses « menteries » (« Face à BFM », 25 novembre 2021). Mais cela ne l'empêche évidemment pas de se revendiquer... de la gauche. Cette gauche dont tous s'emploient à rappeler, voire à redéfinir, l'identité. En soulignant que non, tout n'a pas vraiment changé, car la question des inégalités sociales est toujours aussi brûlante.

Mais elle y insiste de façon un peu inattendue, en mettant l'accent sur la nécessité d'« éradiquer la pauvreté » (M. Yannick Jadot pour Europe Écologie - Les Verts, discours du 28 septembre 2021 ; M. Mélenchon, « Face à BFM », 25 novembre 2021, etc.). Ce n'est plus la demande de justice sociale, voire de transformation, qui fait vibrer le propos, mais, et ce n'est pas tout à fait pareil, la dénonciation de l'injustice faite aux plus « démunis ». Est caractéristique de cette nouvelle

approche l'évocation des fameuses « premières lignes », de « ces femmes qui se lèvent à l'aube et rentrent au crépuscule » pour gagner « 800 euros par mois » (M. Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, « Questions politiques », France Inter, 25 octobre 2021). Le discours est poignant, fait appel à l'émotion, impulse l'indignation. « Il y a toujours plus de pauvres, il y a des gens qui ont faim, qui ont froid, qui sont dans le noir, qui n'ont plus d'eau » (M. Mélenchon, « Les 4 vérités », France 2, 7 octobre 2021)...

C'est bien sûr exact.

Mais il n'est pas certain que l'indignation devant les extrêmes difficultés des plus pauvres soit réservée à la gauche. « Cette maman qui élève seule ses deux enfants et travaille à mi-temps », le « scandale de la pauvreté », qui implique « d'abord de se battre sur tous les fronts », ces « enfants qui, parfois, vivent dans des logements surpeuplés, ont des problèmes de vue non corrigés, ne peuvent déjeuner parce que la cantine coûte trop cher », ce n'est pas la gauche qui s'exprime, c'est le président Emmanuel Macron (présentation de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, 13 septembre 2018). Déjà en 1891, l'encyclique *Rerum novarum* (« De choses nouvelles ») du pape Léon XIII, qui par ailleurs s'opposait aux idées des socialistes athées attaquant la propriété privée, dénonçait les excès du libéralisme, prônait l'établissement du « juste salaire » et condamnait « la misère et la pauvreté qui pèsent injustement sur la majeure partie de la classe ouvrière ». Cet appel au réveil des consciences suscitera les mouvements du catholicisme social et du syndicalisme chrétien, qui auront pour but d'« améliorer le sort des salariés » et dont la Confédération française démocratique du travail (CFDT) est la lointaine héritière.

## « VIVRE DIGNEMENT », LE TERME EST FORT, MAIS FLOU

Cette dénonciation de la « maltraitance » sociale, pour prendre un terme cher à M. Mélenchon, semble infléchir le propos vers la nécessité de la bienveillance, de la protection, de l'« accompagnement », pour citer un mot fréquent chez M<sup>me</sup> Anne Hidalgo. D'autant que le propos lui-même s'accompagne avec vigueur de l'exigence d'une vie « digne ». « Respecter autant la vie humaine que la planète », « vivre dignement » (M. Fabien Roussel, candidat du Parti communiste français à la Fête de l'Humanité, 11 septembre 2021), c'est là le leitmotiv également de M. Mélenchon, au nom des « gens humbles qui vivent seulement de leur travail et qui espèrent en vivre dignement » (Lille, discours du 1<sup>er</sup> mai 2021). Le terme est fort, mais flou. D'après le dictionnaire Larousse, il serait synonyme d'« honorablement ». C'est-à-dire ? Il est possible que le terme soit hérité des « Jours heureux », le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) du 15 mars 1944, qui appelle

## On aimerait bien,

(Suite de la page 11.)

D'où un sentiment de résignation, sinon de fatalisme. Et la recherche d'autres terrains de lutte. Puisque des millions de personnes battant le pavé ne suffisent pas à changer le monde, de nombreux militants privilégient dorénavant des alternatives locales, des initiatives concrètes leur permettant de subvertir une organisation sociale qu'ils réprouvent. Ainsi voit-on fleurir les zones à défendre (ZAD), les communautés autogérées, les circuits courts. Vivre à l'écart du système revient cependant à accepter de cantonner son action aux marges, faute de pouvoir changer l'essentiel. « On ne transforme pas les rapports sociaux en s'y soustrayant à quelques-uns », observe Frédéric Lordon (7). Un ilot anticapitaliste ne supprime pas le capitalisme : il y laisse tous les « continentaux ». « Pour autant, ajoutez-t-il, il démontre le mouvement en marchant. Ce qui est d'une inestimable utilité. À la condition bien sûr de préparer un retour vers le continent : la généralisation. » Certes, mais la pratique de ces mouvements de type ZAD, souvent animés par des jeunes issus des classes moyennes diplômées, concerne-t-elle autant les milieux populaires ?

Or une réflexion sur les échecs de la gauche ne peut pas faire l'économie d'un retour sur l'alliance de classes qui, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, lui avait permis de gagner et de transformer la société. Toujours fragile, elle est aujourd'hui en morceaux. Peut-on la reconstruire ? Doit-on lui substituer autre chose ? Car le front uni des classes moyennes progressistes et des couches populaires s'est désagrégé. Ces deux groupes ne se retrouvent plus, tant les ségrégations spatiales et scolaires se sont développées ; ils ont cessé de militer ensemble dans des partis politiques désormais majoritairement composés de bourgeois diplômés et de retraités ; ils ne sont plus mobilisés ni par les mêmes causes, ni par les mêmes priorités (lire page 18).

Ces trente dernières années, la dissociation de la gauche et de l'électorat populaire a été imputée à une série de facteurs : politique (la trahison des engagements pris), économique (tertiarisation, financiarisation, mondialisation), idéologique (l'hégémonie néolibérale), sociologique (la célébration de la méritocratie par les classes cultivées), anthropologique (la dissolution des différentes formes de vie dans la rationalité calculatrice et marchande), géographique (les métropoles contre le périurbain), culturelle (lutes sociétales contre lutes sociales). De telles explications, classiques, ne dessinent un schéma cohérent qu'à condition de tenir compte également de deux causes plus rarement évoquées : les vertus modératrices que la « menace soviétique » exerçait sur les dirigeants du « monde libre » capitaliste, d'une part ; la dégradation du rapport des classes populaires à la politique institutionnelle, d'autre part.

Adversaire résolu du marxisme révolutionnaire, Thomas Piketty n'en reconnaît pas moins que « la réduction des inégalités au XX<sup>e</sup> siècle est très liée à l'existence d'un contre-modèle communiste. (...) Par la force de pression et la menace qu'il a représenté pour les élites propriétaires dans les pays capitalistes, il a très fortement contribué à transformer les rapports de forces et à permettre dans les pays capitalistes l'émergence d'un régime fiscal, d'un régime social, d'un régime de sécurité sociale qui aurait été très difficile à imposer sans ce contre-modèle (8) ».

CAR, aussi étrange que cela puisse paraître aujourd'hui, l'Union soviétique a en effet représenté pendant des décennies, en particulier dans la fraction la plus militante de la classe ouvrière occidentale, la possibilité concrète d'un autre présent et donc d'un avenir différent : une espérance. Il n'est pas de politique sans foi en l'avenir, et c'est précisément cet alliage de désir, d'illusion et d'espoir qui a disparu dans les années 1980, au moment précis où la conversion libérale de la gauche de gouvernement anéantissait par ailleurs des bastions industriels, ce qui eut pour effet de mettre hors jeu le groupe social qui, depuis les années 1930, occupait le terrain (9). La « dépolitisation » que commentateurs et sondeurs imputent aux classes populaires n'est que le nom dont ils affublent le refus d'un jeu où l'on estime n'avoir plus rien à gagner.

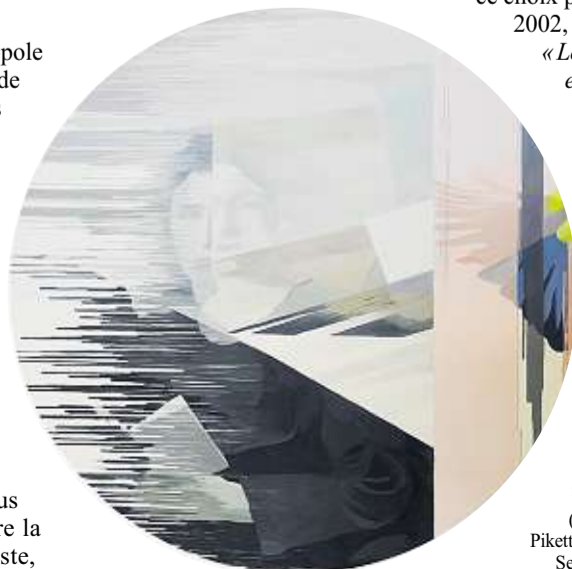
Et le retrait des uns consolide le monopole des autres. À mesure que la proportion de diplômés du supérieur augmente (moins de 5 % après la guerre, ils sont plus du tiers aujourd'hui en Europe et aux États-Unis), ils deviennent culturellement hégémoniques et électoralement décisifs. Il leur paraît alors moins nécessaire pour l'emporter politiquement de forger des alliances avec les autres – ce qui exige bien sûr qu'on tienne compte de leurs priorités.

Dans les années 1950 et 1960, les riches et les diplômés votaient à droite pendant que les pauvres et les non-diplômés votaient à gauche. Ce n'est plus le cas : le titre universitaire, c'est-à-dire la position d'expert, de cadre, de spécialiste, conduit à voter à gauche et amène parfois, par réaction, ceux qui ne sont ni experts ni

diplômés et qui se sentent méprisés par les experts et par les diplômés à graviter en sens inverse (10). Le « modèle américain » qui suit se retrouve presque partout ailleurs en Europe : une ville riche et intellectuelle comme New York ou San Francisco vote démocrate. Un État pauvre et rural comme la Virginie-Occidentale ou le Mississippi vote républicain.

Mais, contrairement à la situation d'il y a trente ou quarante ans, les formations de gauche modérées – qu'elles soient socialistes, travaillistes, démocrates ou écologistes – peuvent désormais faire le pari qu'elles l'emporteront même si elles négligent les demandes de l'électorat populaire, surtout lors d'élections auxquelles celui-ci participe peu. Libre à elles de privilégier alors un libéralisme culturel et sociétal destiné prioritairement à la bourgeoisie éclairée. « Perdre les ouvriers, ça n'est pas grave », avait conclu M. Hollande. Le sénateur de l'État de New York Charles (« Chuck ») Schumer lui a fait écho en juillet 2016 : « Pour chaque ouvrier démocrate que nous perdrons en Pennsylvanie occidentale, nous récupérerons deux républicains modérés dans les faubourgs de Philadelphie. » Deux mois plus tard, M. Donald Trump l'emportait en Pennsylvanie – et il fut élu...

M. Dominique Strauss-Kahn avait également recommandé que les socialistes français abandonnent l'électorat populaire afin de « s'occuper de façon très prioritaire de ce qui se passe dans les couches moyennes de notre pays ». Brillant stratège lui aussi, il avait expliqué ce choix peu avant une élection présidentielle, celle de 2002, à l'issue de laquelle son candidat fut éliminé : « Les membres du groupe intermédiaire, constitué en immense partie de salariés, avisés, informés et éduqués, forment l'armature de notre société et en assurent la stabilité. » Or tel n'était pas le cas selon lui du « groupe le plus défavorisé » qui « le plus souvent ne vote pas du tout » et dont « les irrptions se manifestent parfois dans la violence » (11).



ANNA CARUSO. – « What People Say » (Ce que disent les gens), 2018

(7) Frédéric Lordon : « Rouler sur le capital », Ballast, 21 novembre 2018, www.revue-ballast.fr

(8) Conférence aux « Amis de l'Huma », 31 janvier 2020.

(9) Stéphane Beaud et Michel Pialoux, « Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? », Savoir/Agir, n° 34, Vulaines-sur-Seine, décembre 2015.

(10) Cf. Amory Gethin, Clara Martínez-Toledano et Thomas Piketty (sous la dir. de), *Clivages politiques et inégalités sociales*, Seuil - Gallimard - Éditions de l'EHESS, Paris, 2020.

(11) Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, Paris, 2002.

## des mots



ANNA CARUSO. - « Se non ora quando? » (Si ce n'est maintenant, quand?), 2013

ventions sociales et politiques (Sécurité sociale, retraite par répartition, nationalisations) qui lui sont liées. On lui préfère l'espoir du bonheur qui lui est associé. La campagne de M. Roussel se place sous l'égide du « *défi des jours heureux* », et il appelle à faire « *venir le bonheur en France* ». M. Jadot pose le projet écologiste « *du côté du vivant, du beau, du plaisir, de l'espoir* ». M. Macron, lui, avait été plus direct, quand sans embarras il affirmait : « *Nous retrouverons les jours heureux* » (13 avril 2020).

Ces éléments destinés à affirmer une identité de gauche sont appuyés par une présentation très personnalisée des candidats, ou chefs de parti, comme étant proches du peuple ; des simples ; des « gens ». Mme Hidalgo précise qu'elle est non seulement une émigrée, mais vient d'un milieu ouvrier, M. Mélenchon aime rappeler qu'il descend d'une lignée de pauvres, tous évoquent avec sentiment « *nos enfants* » et la plupart ne détestent pas donner dans le parler populaire : de M. Roussel soulignant que les Big Pharma ne cessent de « *se tirer la bourre pour gagner du pognon* » (LCP, 30 novembre 2021) à M. Jadot affirmant, à propos de certains débats en vogue, « *Les Français s'en foutent* » (« Calvi 3D », BFM TV, 20 septembre 2021), en passant par le « *bon manger* » de M. Mélenchon ou l'élan de M. Faure dénonçant comme « *foutage de gueule* » les décisions gouvernementales à propos des hausses du prix du gaz et de l'électricité (« Questions politiques », France Inter, 25 octobre 2021), la gauche se montre authentique, directe, disant les choses comme elle les sent. Loin de l'élite... qui pourtant sait, à l'occasion, parler

avec une belle fraîcheur de « *pognon de dingue* » ou préciser : « *La meilleure façon de se payer un coguard, c'est de travailler* » (1).

Bien sûr, il s'agit de communiquer. Et certains « marqueurs » sont bien là, déterminants. Mais, alors que les points précis des programmes importent – le concret de la mise en œuvre des politiques proposées –, qu'ils peuvent dissiper le brouillage, le brouillard, « repolitiser » les enjeux, ceux-ci ne risquent-ils pas de s'affadir dans la sentimentalité ? Et de se dévoyer dans la mise en avant d'une bonté collective – que peuvent pratiquer tous les humanistes, de droite ou de gauche ?

EVELYNE PIEILLER.

(1) On aura reconnu M. Macron, respectivement en 2018 et 2016.

à un « *ajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement heureuse* ». Le CNR comportait plusieurs représentants de courants s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église catholique, assez proche de la pensée de Léon XIII. On ignore si Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée à l'industrie, quand elle affirme sans sourcilier (sur CNews, 9 décembre 2021) « *On ne peut pas vivre dignement avec 800 euros par mois* », participe de ce courant.

La filiation avec l'esprit du CNR, devenu un symbole pour la gauche, se décline par ailleurs multiplement, et parfois un peu lointainement. Parallèlement à l'insistance sur les plus pauvres, à la discrétion du recours au mot « exploitation », n'est guère célébré l'exemple des inno-

## mais on ne peut plus...

Il y a vingt ans, les socialistes battent la droite à l'élection municipale de Paris tout en perdant plus de vingt villes ailleurs. Un de leurs dirigeants, Henri Emmanuelli, publie alors un article ironiquement titré : « *La gauche, à quel prix le mètre carré ?* » (12). Et il relève : « *Désormais l'influence de la gauche plurielle aurait tendance à suivre le prix du mètre carré alors qu'elle lui était traditionnellement inversement proportionnelle* ». En 1983 et en 1989, Jacques Chirac l'avait emporté dans chacun des vingt arrondissements de la capitale. Depuis que deux maires socialistes se sont succédé à l'Hôtel de Ville, le prix du mètre carré a triplé... Symétriquement, l'extrême droite, qui recueillait à Paris 13,38 % des voix lors de l'élection présidentielle de 1988 – un score alors comparable à celui du reste du pays – n'en a conservé que 4,99 % en 2017, bien que cette année-là Mme Marine Le Pen ait rassemblé 21,3 % des suffrages à l'échelle nationale, en particulier grâce au vote des ouvriers et des employés. Au vu d'un tel renversement sociologique, il n'est pas étonnant que les classes supérieures et les diplômés donnent le ton pour la gauche et qu'ils définissent ses priorités stratégiques.

OR ce qui compte le plus pour les uns n'est pas ce qui compte le plus pour les autres, y compris quand ils soutiennent un même parti. Quand, en 2017, on demanda aux ouvriers américains qui votaient démocrate d'énoncer leurs priorités, ils choisirent le coût de la santé, le niveau de l'activité économique, l'emploi, la retraite. Les priorités des diplômés progressistes – les « classes créatives » de journalistes, artistes, enseignants, sondeurs, élus, professeurs, lecteurs du *New York Times*, blogueurs, auditeurs des radios publiques – étaient, dans l'ordre, l'environnement, le changement climatique, le coût de la santé, l'éducation (13).

Une dissonance de ce type ne recoupe pas forcément le clivage entre modérés et radicaux. Ainsi, le Parti travailliste britannique a essuyé un échec retentissant en 2019 peu après que son dirigeant Corbyn, cédant à la double pression des députés blairistes, qui le détestaient, et des étudiants radicaux, qui le soutenaient, a annoncé qu'en cas de victoire il organiserait un second référendum sur le Brexit. Or la sortie de l'Union européenne, honnie par les classes moyennes diplômées, modérées comme radicales, avait été plébiscitée dans les circonscriptions travaillistes les plus populaires du nord de l'Angleterre. Le choix européen de M. Corbyn en fit tomber des dizaines dans l'escarcelle du Parti conservateur. La leçon est évidente : si la gauche veut reconquérir l'électorat qu'elle a perdu, mieux vaut qu'elle évite de mettre en avant les thèmes de débat les plus susceptibles de le mécontenter. La droite, Twitter et les médias s'en chargent déjà.

Quand les temps sont difficiles, l'exigence de bonnes nouvelles augmente. Or, avec la crise sanitaire, les mobilisations qui signalent une gauche offensive se font plus rares, ce qui accroît le repli individuel, la mélancolie du « monde d'avant », la focalisation du débat public sur les obsessions identitaires de l'extrême droite. Autant d'éléments constitutifs d'une « politique de la peur » qui, si la gauche y cédait, la conduirait à ne plus rien proposer d'autre qu'une défense des conquêtes du passé ou un rafistolage électoral destiné à éviter que le pire advienne. Mais dans une telle hypothèse, c'est souvent autour de la proposition la plus modérée, la plus timorée, la moins susceptible de déboucher sur quelque rupture que ce soit avec l'ordre existant que le « barrage » s'organise – MM. Hollande et Emmanuel Macron plutôt que M. Mélenchon en 2012 et en 2017, Mme Hillary Clinton et M. Joseph Biden plutôt que M. Sanders en 2016 et en 2020. Au risque alors de voir l'eau monter encore la fois suivante.

Las de ne mener que des combats défensifs contre le socialisme de l'après-guerre, les architectes du libéralisme comme Friedrich Hayek avaient choisi une tout autre voie. Ils avaient invité leurs partisans à privilégier « *une aventure intellectuelle* », « *un acte de courage* », « *un véritable radicalisme* ». Aujourd'hui, ce conseil vaut pour la gauche : son respect scrupuleux des règles du jeu économiques et politiques mises en place depuis trente ans par ses adversaires la conduirait en effet à un nouvel échec assuré. La triple urgence écologique, sociale, démocratique réclame au contraire qu'au véritable « radicalisme libéral », désormais triomphant, et dont la poursuite signifierait à terme la destruction de la société et la fin de l'humanité, on oppose une radicalité inverse. Avec cette fois la certitude qu'une gauche presque uniformément intellectuelle et méritocratique ne sera ni égalitaire, ni populaire, ni victorieuse.

En prétendant faire de son pays le « tombeau » du néolibéralisme, et à supposer que ses actes épousent cet engagement, le nouveau président chilien Gabriel Boric énonce l'objectif à poursuivre. Dire que le chemin sera escarpé relèverait évidemment de la litote. Mais, un jour qu'on l'interrogeait sur son optimisme inébranlable, Noam Chomsky eut cette réponse : « *Vous avez deux choix possibles. Vous pouvez dire : je suis pessimiste, rien ne va marcher, je renonce, et je garantis ainsi que le pire va advenir. Ou vous pouvez vous saisir des possibilités qui existent, des rayons d'espoir, et dire que peut-être on va construire un monde meilleur. En fait, ce n'est pas vraiment un choix.* »

BENOÎT BRÉVILLE ET SERGE HALIMI.

(12) *Libération*, Paris, 27 mars 2001.(13) « *Placing priority. How issues mattered more than demographics in the 2016 election* », Democracy Fund Voter Study Group, Washington, DC, décembre 2017.

## Appeler un chat un chat

« Pour juger de la capacité de la *New Left Review* à faire entendre une note politique distincte, il faudra voir combien de fois elle pourra choquer ses lecteurs en appelant un chat un chat au lieu de tomber dans les clichés bien intentionnés ou l'aveuglement de la gauche. On a plus besoin aujourd'hui de l'esprit des Lumières que d'évangélisme. »

Perry Anderson, « *Renewals* », *New Left Review*, n° 1, Londres, janvier-février 2000.

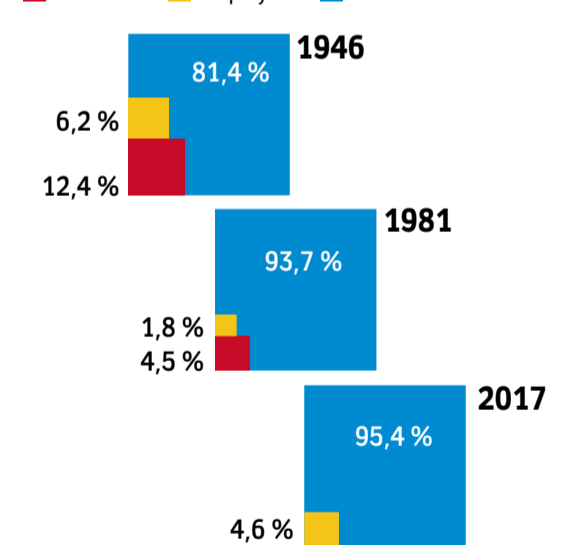
## Objectif commun

« Je me souviens avoir discuté avec des métallurgistes à Georgetown. Parmi eux, il y avait deux ouvriers de base, blancs. L'un racontait n'importe quoi : la seule chose qui l'intéressait, c'était de faire revenir les usines sidérurgiques délocalisées et de mettre les travailleurs étrangers dehors. Mais l'autre type était plus intéressant. A un moment, il me dit : « *J'aime bien le programme économique de [Bernie] Sanders, mais ce que je ne parviens pas à comprendre, c'est pourquoi les démocrates perdent leur temps avec les questions morales* », et je pense qu'il voulait parler de thèmes comme le mariage homosexuel, le féminisme ou encore l'avortement. Alors, je lui ai demandé : « *Une façon de voir les choses est peut-être de se poser la question de la manière suivante : qu'est-ce qui est le plus important à tes yeux ? Obtenir que chacun puisse avoir une couverture santé de qualité et un bon salaire ? Ou bien faire en sorte que jamais des gens du même sexe ne puissent se marier ?* » Et ça l'a fait réfléchir. Je lui ai dit qu'il y avait sans doute des gens, dans son usine, qu'il ne pouvait pas encadrer, mais avec lesquels il pouvait mener des combats syndicaux. Voilà le type de solidarité que nous devons construire. Notre expérience l'a montré : il y a assez de gens capables de mettre leurs différences personnelles de côté pour parvenir à un objectif commun. C'est cela, la culture que nous souhaitons développer. Et c'est tout le contraire de l'idée selon laquelle notre mouvement constituerait une sorte de tout immuable exigeant que chacun en accepte chacune des parties. »

Adolph Reed, interrogé par Matt Taibbi et Katie Halper, *Rolling Stone*, New York, 3 juillet 2020, [www.youtube.com](https://www.youtube.com)

## Origine sociale des députés

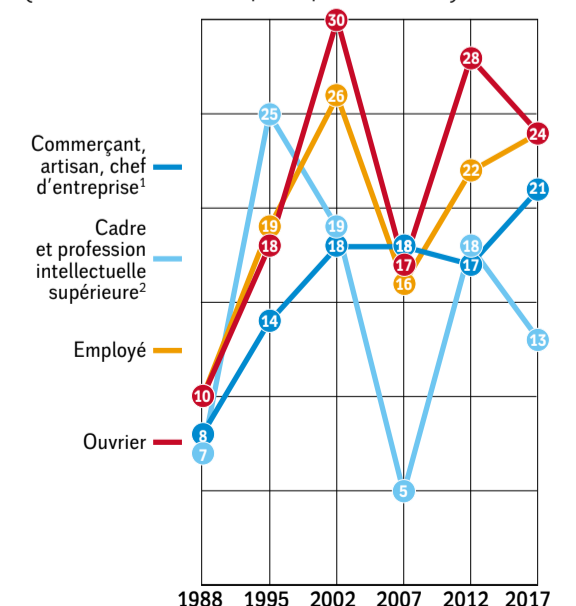
Profession des élus à l'Assemblée nationale



Source : Observatoire des inégalités, 2018.

CÉCILE MARIN

## Sociologie de l'abstention aux élections présidentielles

Part d'abstentionnistes au 1<sup>er</sup> tour en pourcentage, selon la catégorie socioprofessionnelle (estimations issues d'enquêtes postélectorales)

1. En 2017 : travailleur indépendant

2. En 2007 et 2012 : cadre et profession libérale

Sources : Sofres, *L'État de l'opinion*, Seuil, 2003 ; enquêtes Ipsos sur le profil des électeurs, 2007 à 2017. CÉCILE MARIN

## Podemos o

## Révolutionnaire en paroles

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une révolution. La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par toutes les classes, [tout les] groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. (...) Sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible. Et tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital. »

Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916.

## Portrait-robot

« [Manuel] Valls était un de ces types qu'on trouvait en quantité au PS [Parti socialiste] de l'époque, des gars qui pendant vingt ans n'avaient fait que des congrès, écrit des motions et participé à toutes sortes de combines d'appareil, à l'endroit puis à l'envers et surtout de travers. Ils avaient arrêté leurs études assez tôt, généralement à bac + 2, non pas parce qu'ils n'étaient pas capables, mais parce qu'ils préféraient les postes auxquels ils cherchaient toujours à accéder. Toujours plus, toujours plus haut. Ils n'avaient jamais pris la peine d'acquiescer un métier et ne savaient donc pas faire grand-chose. Ils ne s'étaient frottés à aucune expérience professionnelle et parlaient en détail de la France, qu'ils ne connaissaient guère. Ils avaient appris à baragouiner le langage désincarné du parti, une logomachie sans âme, dont ils répétaient les concepts pour obtenir les applaudissements d'usage. Ils ne savaient rien faire d'autre que de la politique. Ils étaient devenus des professionnels de cette nouvelle profession, la politique. Leur métier était le pouvoir. Ils étaient payés pour s'y maintenir. Valls était leur meilleur modèle car il avait réussi mieux que les autres. Le même Valls s'exprimait rarement sur les questions économiques, dont il n'avait aucune connaissance. »

Arnaud Montebourg, L'Engagement, Grasset, Paris, 2020.

## « C'est un fait »

« J'approuve Lionel Jospin d'avoir reconnu l'économie de marché. C'est un fait. Donc il faut tirer toutes les conséquences. D'abord les privatisations, que je recommande personnellement depuis 1990. Ensuite les mesures favorisant la libération des énergies économiques, industrielles, toutes les énergies créatives. Enfin la réforme de l'État, car la machine de l'État fonctionne mal, elle est sclérosée, ankylosée. Il faut déverrouiller tout cela. »

Jack Lang, alors président socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, cité dans Le Figaro, Paris, 16 septembre 1999.

## Souvenirs...

« En tout, sur le territoire national, on recense 376 rues, boulevards, places ou impasses Jules-Guesde ; on est certes loin de Jaurès (plus de deux mille) mais c'est deux fois plus qu'Édouard Vaillant. »

Jean-Numa Ducange, Jules Guesde, Armand Colin, Paris, 2017.



ANNA CARUSO. – « First the Waiting » (D'abord l'attente), 2018

Le camp progressiste semble parfois embourbé dans son jargon, écrasé par ses icônes. Mais « faire neuf » ne suffit pas pour l'emporter. Et se montrer « moins militant » peut conduire à se priver d'un soutien crucial quand l'épreuve de force est engagée.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
MAËLLE MARIETTE \*

EN 2014, un nouveau parti politique espagnol se propose de « prendre le ciel d'assaut », une formule empruntée à Karl Marx : Podemos (« Nous pouvons »). Il rassemble d'anciens étudiants qui défilaient au cri de « désobéissance » dans la cafétéria de leur université, en 2006, comme MM. Íñigo Errejón et Pablo Iglesias ; le dirigeant de la librairie coopérative Marabunta et porte-parole du petit parti d'extrême gauche Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste), M. Miguel Urbán ; et, surtout, des militants issus du grand mouvement social des « indignés » de 2011, parfois regroupés au sein de structures antiaustérité, de collectifs en lutte contre les expulsions, ou encore d'organisations féministes. Leur projet : prendre le pouvoir en reléguant les partis traditionnels aux livres d'histoire.

Six ans plus tard, plusieurs membres de Podemos, dont M. Iglesias, occupent des ministères, ainsi que la vice-présidence du gouvernement du socialiste Pedro Sánchez. Entre-temps, les anticapitalistes ont rompu leur alliance avec Podemos, et M. Errejón, ex-numéro deux du parti, l'a quitté pour fonder d'autres formations, plus modérées. Comment expliquer une telle évolution ? Et quels enseignements en tirer ?

15 mai 2011. Des milliers de personnes occupent les places des principales villes d'Espagne en réaction à la crise déclenchée par l'éclatement de la bulle immobilière et les politiques d'austérité qu'elle a justifiées. Ces « indignés » ébranlent les piliers du système politique espagnol, à commencer par le bipartisme Parti populaire (PP) - Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) (1).

« CONFÉRER À  
L'INDIGNATION UNE  
FORCE INSTITUTIONNELLE »

Pour les fondateurs de Podemos, le soulèvement révèle la crise du « régime de 78 » – en référence à la Constitution de 1978 issue de la transition postfranquiste et fondée sur l'idée que les antagonismes d'hier et les plaies du passé pourraient être noyés dans la croissance et l'abondance. « Une fenêtre d'opportunité » vient de s'ouvrir, explique M. Errejón : « Les conditions sont réunies pour une nouvelle majorité politique, transversale, de rupture, issue de la majorité sociale frappée par la crise » (2). Faire aboutir ce mécontentement aux racines multiples et « conférer à l'indignation une force institutionnelle » (titre du manifeste originel de Podemos) implique, selon les futurs dirigeants du parti, de dépasser l'horizontalité du mouvement des « indignés ». En d'autres termes, transformer les revendications du mouvement du 15-Mai (15M) en un projet structuré et susceptible de rassembler au-delà du « camp progressiste » ; l'exposer dans des termes dépourvus de jargon ; et le promouvoir grâce à un parti capable d'engager la lutte pour le pouvoir.

Alors que le terme « gauche » est associé au PSOE et aux scandales de corruption qui l'accablent presque autant que le PP, Podemos abandonne la dichotomie gauche-droite pour en promouvoir une autre. D'un côté, l'oligarchie ; de l'autre, ceux qui souffrent du système. D'un côté, la « caste » ; de l'autre, les « gens ». D'un côté, « eux » ; de l'autre, « nous ». Une mise en application de l'« hypothèse populiste », que les leaders de Podemos tirent des théories d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, leurs référents idéologiques depuis leurs expériences respectives en Amérique latine : il existerait, lors de périodes de crise importante, des mécontentements divers et parfois sans rapport (voire contradictoires), émanant de couches hétérogènes de la société, et qu'une même figure politique parviendrait à unifier pour renverser un régime devenu obsolète (3).

« Le seul point de départ concevable aujourd'hui pour une gauche réaliste est de prendre conscience de [sa] défaite historique », avait observé l'intellectuel

\* Journaliste.

britannique Perry Anderson (4). Podemos estime tirer toutes les leçons de l'analyse. « L'effondrement du bloc soviétique et l'effritement de la base sociale des partis communistes européens se sont accompagnés de la disqualification symbolique des grilles de lecture marxistes et de l'imaginaire communiste », nous explique M. Juan Carlos Monedero, un des fondateurs de Podemos, professeur en science politique à l'université Complutense, à Madrid, tout comme MM. Errejón et Iglesias. Mobiliser les codes de la gauche radicale traditionnelle – par exemple en agitant des drapeaux ornés de la faucille et du marteau, en évoquant la nationalisation des entreprises ou en remettant en cause la monarchie – serait alors revenu à endosser un stigmate contre-productif. « Lorsqu'il nous qualifie de "gauche radicale" et nous marque de ses propres symboles, analyse M. Iglesias, l'adversaire nous entraîne sur un terrain où sa victoire est plus facile. Contester la distribution symbolique des positions, se battre sur les "termes de la conversation" a été notre tâche la plus importante. En politique, celui qui décide des termes de la dispute décide en grande partie de son résultat (5). »

Dans cette perspective, Podemos estime que les débats télévisés sont « plus importants que les débats au Parlement (6) » – notamment parce qu'à l'ère de la société de l'information « les gens militent davantage dans les médias que dans les partis (7) ». Ainsi naît en 2010 l'émission télévisée « La Tuerka », conçue comme un dispositif de « contre-hégémonie culturelle ». L'équipe y débat chaque semaine avec des représentants politiques de tous bords, rodant ainsi sa stratégie communicationnelle. « « La Tuerka » puis Podemos ont fait tout ce que la gauche disait qu'il ne fallait pas faire, explique M. Iglesias en 2015. La gauche disait que la télévision rend bête ; que dans un débat politique télévisé il n'est pas possible de bien présenter ses arguments (8). » « En 2014 et 2015, c'était nous qui déterminions l'agenda politique », complète M. Jorge Moruno, très longtemps responsable « du discours et de l'argumentaire » de Podemos, et aujourd'hui député de la Communauté de Madrid sous l'étiquette Más Madrid. « À la fois, les thèmes dont on parlait – la corruption, le renouvellement de la classe politique, les questions sociétales, etc. – et comment on en parlait. Et c'était très compliqué pour les autres partis de se positionner sur les questions qu'on soulevait. »

Grâce au succès de « La Tuerka » – d'abord diffusée sur une télévision communautaire de quartier avant de l'être sur une chaîne généraliste nationale – et aux invitations qui s'ensuivent dans d'autres émissions, M. Iglesias devient la figure médiatique de Podemos. Comme prévu !, se félicite M. Errejón : « Le leadership médiatique de Pablo [Iglesias] est un outil de construction important. (...) C'est quelque chose que nous avons appris de l'analyse de la manière dont ont eu lieu les changements politiques récents en Amérique latine. (...) Avec l'effondrement des références collectives, des drapeaux, des partis et des symboles, c'est avec un nom propre que les gens peuvent s'identifier (9). » Cette stratégie de personification soulève des objections au sein du mouvement. Mais beaucoup concèdent qu'elle a propulsé le parti. Cette capacité d'agglomérer les soutiens s'explique également par le fait que « Pablo [Iglesias] se définissait plus en fonction de qui il attaquait, de ce à quoi il s'opposait, que de ce qu'il proposait. Il était contre la caste, la corruption... », explique M. Jorge Lago, l'un des fondateurs de Podemos, et professeur en science politique lui aussi. Des « indignés » très différents, tous issus du 15-M, pouvaient se sentir représentés par lui (10).

En mai 2014, cinq mois après sa création, le parti crée la surprise en obtenant presque 8 % des voix aux élections européennes. Une entrée remarquée sur la scène politique espagnole, qui le propulse en quatrième position, derrière le PP (26 %), le PSOE (23 %) et La Izquierda Plural (10 %), une coalition de partis de gauche régionalistes. Tous les yeux sont alors rivés sur les élections générales de 2015, mais Podemos s'engage dans une succession frénétique de combats électoraux : entre les élections européennes de mai 2014 et les élections régionales en Galice et au Pays basque de septembre 2016, le parti prend part à sept grandes consultations. Il mène campagne en permanence, alors même que ses bases sont encore en construction. Comme le résume M. Errejón, c'était comme « courir et attacher ses lacets en même temps (11) ».

Se met en place ce que ce dernier appelle « une machine de guerre électorale », qui doit remporter la victoire le plus rapidement possible, dans une stratégie de blitzkrieg. Au sein du parti, l'efficacité prime : le fonctionnement vertical, plus rapide, prévaut ; ainsi que la participation plébiscitaire de militants auxquels il est demandé de limiter leurs interventions aux longues délibérations démocratiques fondées sur la constitution et la structuration d'une base militante.

« C'est le premier choc politique entre les universitaires du parti et nous », explique M. Urbán, l'un des fondateurs de Podemos et membre d'Izquierda



© ANNA CARUSO - WWW.ANNACARUSO.IT

ANNA CARUSO. –

Anticapitalista avant que celui-ci ne soit dissous pour devenir une association culturelle (sous le nom d'Anticapitalistas) et ainsi pouvoir être accueilli au sein de Podemos. Ce petit parti possédait une assise de plusieurs centaines de militants très politisés. Implanté dans les grandes villes, il a fourni à Podemos sa première armature et a joué un rôle déterminant dans son implantation territoriale. Pour M. Urbán, la « dérive plébiscitaire » caractérisée par le recours massif à la consultation et au vote en ligne « auxquels tout le monde pouvait participer, mettant au même niveau militants et simples adhérents », a condamné les « cercles » qui structuraient la base « à n'être que de simples appendices consultatifs ou des comités de campagne ».

« VOULEZ-VOUS  
DE PABLO IGLESIAS,  
OUI OU NON ? »

Pour M<sup>me</sup> Teresa Rodríguez, cheffe de file d'Anticapitalistas et députée de Podemos en Andalousie jusqu'en février 2020 (date à laquelle elle quitte le parti pour créer Adelante Andalucía), « Podemos a renoncé à avoir une organisation de masse, militante, avec des cadres formés. On ne remplace pas un débat entre camarades, face à face, où s'échangent des arguments contradictoires et où l'on recherche un accord, par une série de "oui", "non" ou "abstention" sur une machine. Les militants se forment et mûrissent par la discussion et le débat. Dans les faits, la question posée aux sympathisants devenait toujours : "Voulez-vous de Pablo Iglesias, oui ou non ?" Et comme tout le monde avait rejoint Podemos parce qu'il était amoureux de lui, la réponse était toujours "oui" ».

« Podemos avait besoin des bases mais, en même temps, les dépréciait », complète Guillermo Fernández, chercheur en science politique. Puisque la priorité des dirigeants de Podemos était d'éviter les erreurs dont ils étaient persuadés que l'extrême gauche s'était rendue coupable, ils s'efforçaient de

(1) Lire Raúl Guillén, « Alchimistes de la Puerta del Sol », Le Monde diplomatique, juillet 2011.

(2) Política, manual de instrucciones, film de Fernando León de Aranoa, 2016.

(3) Lire Razmig Keucheyan et Renaud Lambert, « Ernesto Laclau, inspirateur de Podemos », Le Monde diplomatique, septembre 2015.

(4) Perry Anderson, « Renewals », New Left Review, n° 1, Londres, janvier-février 2000.

(5) Pablo Iglesias, « Understanding Podemos », New Left Review, n° 93, mai-juin 2015.

(6) « Militar en los medios de comunicación », émission « La Tuerka », Tele K, 24 octobre 2012.

(7) « La crisis del régimen », émission « La Tuerka », Tele K, 21 février 2013.

(8) Ana Domínguez et Luis Giménez (sous la dir. de), Podemos, sûr que nous pouvons !, Indigène Éditions, Montpellier, 2015.

(9) Política, manual de instrucciones, op. cit.

(10) « Jorge Lago : "Ninguna de las reivindicaciones se ha cumplido" », ABC, 15 mai 2021.

(11) Íñigo Errejón, Con todo : De los años veloces al futuro, Planeta, Barcelone, 2021.

# ou l'illusion du neuf



«Il giorno più felice non mi appartiene» (Le jour le plus heureux ne m'appartient pas), 2016

«contredire ce que les bases voulaient, de peur de demeurer minoritaires». Fernández raconte ainsi qu'un jour M. Errejón lui a expliqué : « Je suivais sans cesse la ligne contraire à celle des bases : si quelqu'un d'Anticapitalistas ou issu du trotskisme disait A, moi je disais B. Ma boussole était l'extrême gauche, dont je viens, et j'allais en permanence dans la direction opposée. » Néanmoins, ajoute Fernández, « Podemos avait besoin des bases, et surtout les plus idéologisées, pour faire du travail de terrain : coller les affiches, animer les campagnes électorales, etc. ».

Ce souhait de ne pas apparaître trop engagé conduit Podemos à soutenir des coalitions larges lors des élections municipales. Elles remportent les mairies de plusieurs grandes villes du pays, parmi lesquelles Madrid, Barcelone, Cadix, Saragosse ou encore La Corogne. « Ces élections ont été l'un de nos meilleurs résultats électoraux », se souvient M. Urbán. Confrontés aux réalités de la pratique du pouvoir, les majorités soutenues par Podemos doivent souvent nouer des alliances et composer avec des municipalités endettées, des administrations réticentes au changement et des compétences limitées dépendantes d'évolutions législatives à l'échelle nationale. La difficulté est alors de réussir à se distinguer des autres formations et de la gauche dite « traditionnelle »...

Podemos continue donc d'éviter les déclarations clivantes : « Les programmes nous obligent à prendre parti, et plus nous prenons parti, plus les gens trouvent des raisons de ne pas être d'accord avec nous », nous explique M. Monedero. « Le premier document, de 2014, rédigé pour les européennes cherchait à porter les idées issues des mouvements sociaux d'alors, telles que le revenu de base universel, un référendum sur la monarchie, un moratoire sur le paiement de la dette publique, nous raconte M. Rodrigo Amirolo, qui a participé à sa rédaction. Mais, quand on a vu qu'on avait de plus en plus de chances de l'emporter, on s'est dit qu'il fallait se modérer un peu, pour réunir plus de gens et ne pas paraître trop radicaux. »

C'est ainsi que lorsque, à l'été 2015, au cœur de la crise grecque, le dirigeant de la gauche radicale hellénique Alexis Tsipras – élu, lui aussi, pour « renverser la table » – multiplie les concessions à l'égard de ses créanciers, M. Nacho Álvarez, secrétaire à l'économie de Podemos, déclare : « Nous ne pensons pas qu'un processus de restructuration de la dette (...) soit ce dont l'Espagne a besoin en ce moment (12). » S'ensuit un profond pessimisme quant à la possibilité de mettre en place des politiques antiaustérité et des changements politiques importants au sein de l'Union européenne, où la « troïka » (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Commission européenne) est capable de bloquer les gouvernements hétérodoxes.

Au même moment, l'humeur médiatique change. « Aux reportages qui fleurissaient sur ces types folkloriques et inoffensifs qui avaient monté un parti dans un garage, avec trois ordinateurs et deux téléphones (13) » ont succédé les dénonciations quoti-

diennes de scandales (tous, plus tard, classés sans suite) concernant de supposés financements du parti par les gouvernements vénézuélien ou iranien, ou l'hypothèse que les leaders de Podemos soient en réalité des agents de « dictatures communistes » latino-américaines, se souvient M. Errejón. Ce retournement de la presse souligne la fragilité d'une stratégie fondée sur la télévision : le parti se découvre dépourvu d'autres relais vers ses sympathisants. Pour M. Monedero, « c'était une erreur de penser qu'il fallait mettre toute son énergie dans la télévision et qu'il suffisait que Pablo Iglesias y passe pour transformer ce pays. (...) Il n'est jamais allé sur le terrain, il n'en comprenait pas l'utilité ». La presse s'est révélée un espace accueillant tant que Podemos lui paraissait inoffensif.

À l'approche de l'échéance cruciale des élections générales de 2015, la teneur du discours de Podemos à propos des institutions espagnoles évolue. Tandis qu'aux débuts du mouvement ses dirigeants multipliaient les attaques frontales contre le « régime de 78 » et défendaient l'idée d'une Constituante devant associer l'ensemble des Espagnols à une redéfinition du cadre institutionnel hérité de la Constitution de 1978, l'idée s'éclipse par la suite. Il ne s'agit plus de renverser un système, mais de déloger la caste, dont la chute suffira à ce qu'advienne une démocratie plus satisfaisante. Plus de crise de régime, mais un problème de dirigeants.

En gommant la nature structurelle des antagonismes sociaux, le discours sur la caste et le peuple – deux entités aux contours mal définis – prend des allures de combat entre le bien et le mal, les purs et les corrompus. À la moindre faute morale supposée, au moindre signe d'impureté, il se retourne contre ses promoteurs. Les adversaires de M. Iglesias et la presse parleront pendant des semaines de son acquisition, au moyen d'un emprunt sur plusieurs dizaines d'années, d'une maison à 600 000 euros dans un quartier résidentiel de la classe moyenne supérieure madrilène.

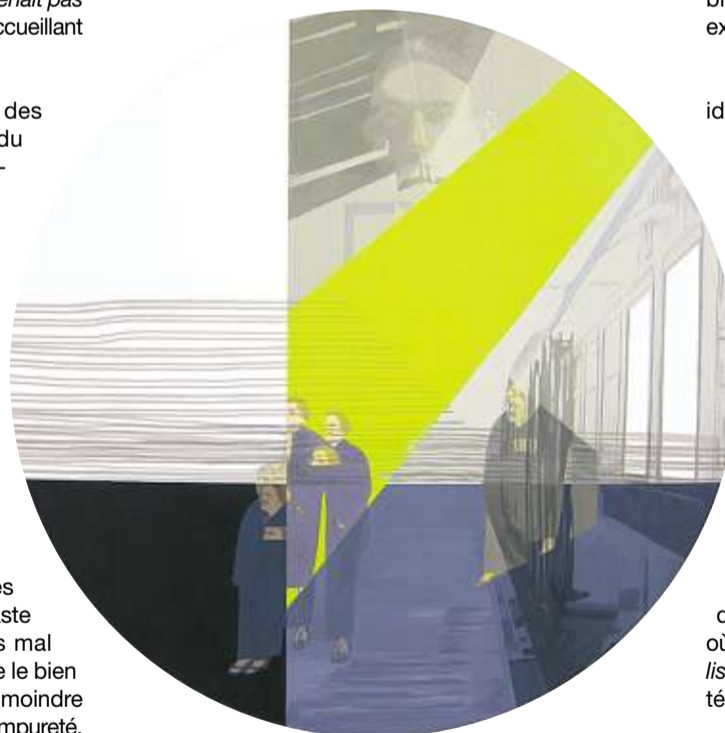
La légère reprise de l'économie espagnole, en 2015, fragilise le discours antiaustérité de Podemos. Par ailleurs, l'ascension du parti libéral Ciudadanos, parfois qualifié de « Podemos de droite (14) » (bien qu'il ait été fondé en 2006), vient bousculer la stratégie de la jeune formation. « Développer Ciudadanos a été un coup très malin de la part du système, notamment parce que Ciudadanos a pu occuper dans les médias notre position d'option du renouveau. Il y a désormais un autre parti du "changement". (...) Ça nous normalise et nous n'apparaissions plus comme des outsiders (15) », admet M. Iglesias. « Si vous dites que le vrai conflit oppose le nouveau à l'ancien, il suffit au système d'inventer quelque chose de nouveau pour vous faire disparaître », résume M. Monedero. Sans compter que l'arrivée de Ciudadanos replace Podemos sur un axe gauche-droite auquel il entendait échapper.

Après dix-sept mois de course électorale effrénée, la liste de Podemos menée par M. Iglesias, à laquelle se sont jointes de petites formations écologistes et régionalistes de gauche, obtient 20,66 % des voix aux élections générales du 20 décembre 2015. Elles se traduisent par 69 sièges au Congrès des députés – qui en compte 350. Le PP et le PSOE obtiennent les pires résultats de leur histoire, mais s'arrogent néanmoins la première et la deuxième place. « Les résultats ont été très mal vécus au sein de Podemos, nous raconte M. Amirolo. On pensait qu'on serait directement la force majoritaire ; on n'avait pas de plan pour après, on n'y avait pas réfléchi, on était totalement absorbés par la campagne. »

Une nouvelle page s'ouvre pour la formation, qui doit désormais repenser son organisation et sa stratégie. L'absence de majorité claire et le choix du socialiste Pedro Sánchez de forger un pacte minoritaire avec les centristes libéraux de Ciudadanos précipitent l'organisation de nouvelles élections générales en juin 2016. Podemos forme une coalition avec Izquierda Unida (gauche radicale), sous le nom d'Unidos Podemos, destinée à remporter les élections suivantes. Cette alliance ancre définitivement le parti à gauche, mettant fin à la stratégie populiste d'indétermination. Elle marque également le retour de la « soupe de sigles ».

Les débats en interne suscités par cette alliance s'entremêlent aux dissensions apparues au grand jour depuis plusieurs mois, à la suite des résultats mitigés des élections de décembre 2015, entre MM. Iglesias et Errejón concernant les orientations stratégiques à mettre en place pour construire une majorité sociale dans les urnes. Repris par des médias qui se délectent de ce duel fratricide, les affrontements détériorent l'image d'un parti où l'on découvre les batailles d'ego et les luttes de pouvoir.

Pourtant, ces dissensions internes ont un objet véritable : « La grande question, résume M. Iglesias, est de savoir si nous devons rester populistes ou non (16) », ce qui relève tout autant d'un débat de stratégie politique que d'une discussion idéologique de fond. M. Iglesias, à l'initiative de cette alliance marquée à gauche avec Izquierda Unida, qui s'inscrit plutôt dans une filiation marxiste, défend un discours d'opposition radicale à l'oligarchie et l'idée d'un Podemos profondément ancré dans les luttes et les mouvements sociaux, exhortant les militants à « creuser des tranchées dans la société civile (17) »,



ANNA CARUSO. – « Delle cose e delle persone » (Des choses et des personnes), 2016

afin de former un nouveau « bloc historique ». M. Errejón, quant à lui, en disciple de Mouffe et de Laclau, considère qu'il faut approfondir la stratégie populiste en élaborant un projet politique transversal capable de séduire une majorité de citoyens. Il faut, estime-t-il, aller « chercher ceux qui manquent » et éviter un « repli sur les identités du passé » (18) que pourrait représenter l'alliance avec Izquierda Unida.

Le compromis visera alors à assumer un positionnement à gauche, tout en cherchant à se démarquer de la « vieille gauche » radicale afin de séduire les électeurs plus centristes, traditionnellement attachés au PSOE. Présentant le nouveau programme du parti début juin 2016, M. Iglesias se pose en leader de la « nouvelle social-démocratie » et invoque les travaux des économistes Vicenç Navarro – proche de l'aile gauche du PSOE, et qui a, un temps, conseillé M<sup>me</sup> Hillary Clinton –, Thomas Piketty, Yanis Varoufakis et James Galbraith, dont s'inspire le chapitre économique de ce programme. Il déclare se sentir « à l'aise dans l'espace de la social-démocratie (...), qui permet

de défendre les majorités sociales contre une minorité de privilégiés ». Ce nouveau positionnement agace l'ancien premier ministre José Luis Zapatero, qu'il tient pour une grossière tentative d'usurpation d'identité et de captation d'héritage : « C'est très bien que tout le monde veuille être social-démocrate, mais la social-démocratie, c'est le PSOE (19). » Avec 13,42 % des suffrages, Unidos Podemos demeure loin derrière le PSOE (22,63 %) et le PP (33 %).

## LES DISSENSIONS AU SEIN DU PARTI SONT DEVENUES TROP IMPORTANTES

La crise catalane d'octobre 2017 révèle les failles de la stratégie du « flou ». À l'occasion d'un référendum organisé par le gouvernement catalan, et déclaré illégal par l'État espagnol, la population de la région se prononce en faveur de son autonomie, conduisant à une crise politique nationale qui se logera plusieurs mois durant au cœur de l'agenda politico-médiatique. Podemos a du mal à défendre sa position d'« équilibre », le parti soutenant la tenue d'un référendum officiel lors duquel il défendrait le « non » à l'indépendance. Tandis qu'en 2014 Podemos prônait une Espagne plurinationale, ce qui lui avait valu certains de ses meilleurs résultats en Catalogne, au Pays basque et en Galice, il s'est ensuite montré plus évasif sur la question, de façon à ne froisser personne au niveau national. « La formation se rend compte que chaque fois qu'elle prend position pour la Catalogne, pour les prisonniers ou contre la répression, elle perd des voix. Donc elle choisit de ne pas parler de la Catalogne en attendant que ça passe », ce qui a conduit à perdre des soutiens dans la région sans pour autant rassurer sur la question catalane au niveau national, explique M<sup>me</sup> Maria Corrales, porte-parole d'En Comú Podem (Ensemble, nous pouvons), la coalition formée par Podemos en Catalogne.

Ayant abandonné des revendications comme celles de la restructuration de la dette ou de la nationalisation de secteurs stratégiques de l'économie pour promouvoir une forme de social-démocratie compatible avec le modèle économique en place, Podemos – qui, quatre ans auparavant, se donnait pour mission d'évincer le PSOE – se trouve confronté à la question de sa participation au gouvernement de M. Sánchez. « Un gouvernement de coalition progressiste » constituera le « meilleur vaccin contre l'extrême droite » (20) dans une Espagne et une Europe blessées par la crise et les politiques d'austérité, explique M. Iglesias le 30 décembre 2019.

En janvier 2019, les dissensions stratégiques et idéologiques au sein du parti sont devenues trop importantes et conduisent M. Errejón, initialement tête de liste Podemos à Madrid, à déclarer sa candidature aux élections régionales sous les couleurs de Más Madrid, la plate-forme qu'il vient de créer, tandis que M. Iglesias annonce que Podemos opposera une candidature à celle de son ancien numéro deux. Un an plus tard, en février 2020, c'est au tour d'Anticapitalistas d'annoncer son départ, dans la foulée de la participation d'Unidas Podemos (ex-Unidos Podemos) au gouvernement de coalition de M. Sánchez. Après une large défaite, le 4 mai 2021, aux élections régionales à Madrid, auxquelles il se présente pour tenter d'empêcher le PP et Vox (extrême droite) de gouverner la région, c'est au tour de M. Iglesias de démissionner de toutes ses fonctions au sein du parti. Il poursuit depuis son activité politique là où il s'estime être le plus efficace, à savoir le « journalisme critique » au sein de différents médias : radio, télévision et presse écrite.

La participation d'Unidas Podemos au gouvernement de M. Sánchez se traduira notamment par l'augmentation du salaire minimum de 22 %, l'encadrement des loyers et l'indexation des retraites sur l'inflation. La table a-t-elle été renversée ? « Toutes ces mesures n'abolissent ni le capitalisme, ni le patriarcat, ni le colonialisme, admet M. Monedero. Mais il s'agit clairement d'avancées qui améliorent la vie de millions de personnes. »

MAËLLE MARIETTE.

(12) « Podemos rectifica y ya no pide una reestructuración de la deuda pública de España », *Expansión*, Madrid, 14 juillet 2015.

(13) *Política, manual de instrucciones*, op. cit.

(14) « Josep Oliu propone crear "una especie de Podemos de derechas" », *El Periódico*, Barcelone, 25 juin 2014.

(15) « Understanding Podemos », op. cit.

(16) « Iglesias cree que Podemos tiene que decidir "si seguir siendo populista o no" », *El País*, Madrid, 5 octobre 2016.

(17) « Iglesias rescata su discurso más radical y llama al militante a "cavar trincheras" », *Vozpópuli*, 7 octobre 2016, www.vozpopuli.com

(18) « Podemos ganar », *20 minutos*, Madrid, 28 novembre 2016.

(19) « Sánchez elogia el legado de González y Zapatero : "Son los mejores y del PSOE" », *EFE*, 17 juin 2016.

(20) « Iglesias : "Será el gobierno del sí se puede y la vacuna contra extrema derecha" », *EFE*, 30 décembre 2019.

# En Allemagne, deux lignes pour

Proverbiales et décourageantes, les querelles internes des partis reflètent parfois des choix stratégiques cruciaux. C'est le cas en Allemagne de Die Linke (La Gauche) : doit-elle reconquérir sa base populaire des Länder de l'Est ou chercher à séduire un jeune électorat urbain ?

PAR PETER WAHL \*

EN deçà d'un certain seuil, une défaite électorale devient une raclée. Et c'est sans doute ainsi qu'il faut qualifier le score de 4,9 % obtenu par le parti allemand Die Linke (La Gauche) lors des élections fédérales de septembre dernier. Seule l'application d'une règle spéciale sauve sa présence au Bundestag : même s'il ne franchit pas la barre des 5 %, un parti qui obtient la majorité dans au moins trois circonscriptions (sur 299) peut former un groupe parlementaire. Le décrochage n'est pas moins spectaculaire pour cette formation qui frôlait les 12 % en 2009 et se maintenait encore à 9,2 % en 2017. Elle ne rassemble plus cette fois que 2,3 millions de voix, presque la moitié des 4,3 millions de 2017. Et son groupe parlementaire ne compte plus que 39 députés, contre 69 auparavant, sur un total de 736.

Cette débâcle ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire déjà riche en défaites de la « gauche de gauche » allemande d'après-guerre. Le Parti communiste est interdit en Allemagne de l'Ouest en 1956, et il faut attendre 1983 pour que les Verts (Die Grünen) – avec leur direction explicitement écosocialiste – représentent à nouveau cette sensibilité au Parlement. Après l'unification de 1990, cependant, les Grünen se recentrent au point de participer au gouvernement néolibéral de M. Gerhard Schröder (1998-2005) et jouent un rôle moteur dans l'engagement militaire allemand contre la Yougoslavie en 1999.

Die Linke émerge de ces ruines en 2007, en réunissant dans un nouveau parti deux composantes distinctes. D'un côté, des syndicalistes et d'anciens sociaux-démocrates déçus par le recentrage de leur formation ; de l'autre, le Parti du socialisme démocratique (PDS), héritier du parti qui avait gouverné l'Allemagne de l'Est. Grâce à son ancrage dans les Länder orientaux, le PDS avait franchi la barre des 5 % en 2005 pour la première fois depuis l'unification (1). Die Linke s'épanouit parce qu'il comble un vide.

Ce cycle paraît révolu. Die Linke perd un à un ses bastions. Non seulement dans les régions de l'Est en général, où son score a été divisé par deux en dix ans (de 20 % à 9,8 %), mais également dans des circonscriptions symboliques, comme celle de Marzahn-Hellersdorf, dans l'est de Berlin, conquise en septembre par la droite alors qu'elle votait encore à 51 % pour le parti postcommuniste en 2001...

Pourquoi la gauche perd-elle ? D'abord, pour des raisons démographiques : le noyau dur de l'électorat postcommuniste qui a vécu l'unification comme une annexion vieillit et se réduit. Et surtout ne se renou-

\* Auteur de *Gilets Jaunes. Anatomie einer ungewöhnlichen sozialen Bewegung*, PapyRossa Verlag, Cologne, 2019.



ANNA CARUSO. – « L'orizzonte degli eventi » (L'horizon des événements), 2014

velle plus, à mesure que Die Linke cesse de représenter les intérêts des populations de l'Est, rôle qui lui permettait d'attirer de nouveaux sympathisants contestataires. Les motifs de mécontentement ne manquent pourtant pas : trente ans après la chute du Mur, un rideau de fer partage toujours l'Allemagne en matière de niveau de vie, de salaires, de pensions. Mais, à la différence des années 2000, Die Linke participe à l'exécutif à Berlin, dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, dirige celui de Thuringe... C'est désormais la formation d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui capte un vote protestataire à l'Est et incarne l'opposition – réactionnaire – dans les ex-bastions orientaux de la gauche.

Les élections de septembre dernier posent pour Die Linke un problème plus épineux encore. Comment expliquer sa chute au sein des groupes qui forment traditionnellement sa base sociale – ouvriers, chômeurs, précaires et groupes à bas salaires –, alors même que la sécurité sociale s'était imposée comme le thème dominant de la

campagne électorale, devant l'économie, le travail, l'environnement et le climat (2) ? Et comment comprendre que la désaffection frappe également les centres métropolitains et étudiants, comme Brême et Hambourg, où de nombreux jeunes avaient voté pour le parti en 2017 ? Ceux qui tablaient sur cet électorat diplômé pour former la nouvelle base du parti ont vu leurs espoirs douchés, les jeunes urbains ayant plus souvent accordé leurs suffrages aux Verts, ou même aux libéraux.

Chez les moins jeunes, le Parti social-démocrate (SPD) a capté près d'un tiers des voix perdues par Die Linke. Après de nombreuses années de crise, les sociaux-démocrates ont fait oublier l'ère néolibérale de M. Schröder (3)

(1) Lire Peter Linden, « Ce nouveau parti qui bouscule le paysage politique allemand », *Le Monde diplomatique*, mai 2008.

(2) Source : ARD - infatrest dimap.

## L'étrange disparition du

Revendiquant jusqu'à trois millions d'adhérents, le Parti communiste italien fut longtemps la plus puissante formation communiste d'Europe occidentale, celle qui faisait frémir les États-Unis. Il a cessé d'exister en avril 1991, emportant avec lui toute une identité politique.

PAR ANTOINE SCHWARTZ \*

SI le gauchisme est la maladie infantile du communisme, le conformisme est celle de sa maturité. Sinon, comment expliquer l'étrange disparition du plus puissant parti communiste d'Occident, un beau jour de février 1991 ? En effet, lors d'un ultime congrès, après soixante-dix ans d'existence, le Parti communiste italien (PCI), celui d'Antonio Gramsci et des glorieux partisans, abandonnait son nom, partant son identité et son histoire, pour s'autodissoudre – au prix de quelques larmes, mais de son plein gré.

Pour saisir l'ampleur de cet événement, un retour en arrière s'impose, jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. La gauche italienne constitue alors, observe l'historien Perry Anderson, « le mouvement populaire en faveur du changement social le plus important et le plus impressionnant en Europe de l'Ouest (1) ». À la Libération, Palmiro Togliatti, reprenant les rênes de l'organisation, a abandonné toute velléité révolutionnaire au profit de l'unité nationale et du projet de réaliser une démocratie d'un type nouveau, qui permettrait à la classe ouvrière de jouer un rôle politique et d'obtenir des avancées économiques et sociales significatives. Le PCI fait alors figure de modèle d'un « parti de masse », se distinguant par un enracinement populaire exceptionnel (« une section pour chaque clocher ») et par un fabuleux rayonnement intellectuel et culturel.

Cette puissance est clairement redoutée par les tenants de l'ordre. « Depuis le début de la confrontation Est-Ouest en 1947, souligne l'his-

\* Politiste, auteur de l'ouvrage *Le Libéralisme caméléon. Les libéraux sous le Second Empire (1848-1870)*, Presses universitaires de Franche-Comté, en librairie le 13 janvier 2022.

torien Eric Hobsbawm, il était clair que les États-Unis d'Amérique ne permettraient en aucune circonstance que les communistes parviennent au pouvoir en Italie (2). » Deuxième force électorale du pays, l'organisation reste maintenue aux portes du gouvernement dans un système dominé par la Démocratie chrétienne, qui contrôle toutes les ramifications de l'État en imposant des logiques clientélistes, voire mafieuses.

À partir de la fin des années 1960, une contestation endémique secoue l'Italie et touche l'ensemble des secteurs de la société. Sa particularité réside dans son intensité et dans sa durée : grèves, occupations, affrontements avec les forces de l'ordre scandent toute une décennie, et le pays paraît s'embraser. Les mouvements échappent aux syndicats et aux partis. De nouvelles organisations (Lotta Continua ou Potere Operaio, par exemple) mènent une subversion aux couleurs du drapeau rouge. Une frange de la gauche radicale rejoint la lutte armée, tandis que l'État déploie une violence répressive hors normes pour endiguer la subversion.

Si, à l'époque, ce sont les menées terroristes de groupuscules comme les Bridages rouges qui frappent les esprits, il s'avère que les actes de violence sont surtout le fait de groupes d'extrême droite (3), plus ou moins liés à des officines troubles. Cette « stratégie de la tension » laissait craindre une évolution autoritaire du régime – en 1980, encore, un attentat à la bombe est commis à la gare de Bologne, onze ans après celui de la place Fontana, à Milan.

Après le coup d'État au Chili, en 1973, le secrétaire général du Parti communiste, Enrico Berlinguer, a proposé une nouvelle ligne, celle d'un « compromis historique » avec l'adversaire, la Démocratie chrétienne, afin de préserver les institutions démocratiques et d'obtenir des réformes sociales. L'anticommunisme imprègne toute la vie politique, et le PCI ne bénéficie qu'en partie du climat de révolte. Certes, lors des élections pour la Chambre des députés de 1976, ce dernier obtint 12 614 650 voix, soit 34,37 % des votes – son record ; il compte alors environ 1 850 000 adhérents. Pourtant, son hégémonie sur la gauche italienne s'avère fragile et contestée, tant on lui reproche d'être une organisation bureaucratique qui freine plutôt qu'elle n'encourage la contestation.

Tandis que la crise économique s'installe en Europe, un tournant conservateur s'amorce, en Italie comme ailleurs : à l'automne 1980, la grande grève des usines Fiat (trente-cinq jours) se solde par un échec. Avec, notamment, la mise en place du système monétaire européen, une nouvelle orthodoxie en vient à redéfinir le cadre du débat autour de la politique

économique ; les dirigeants du mouvement ouvrier se trouvent alors embarqués dans la « bataille contre l'inflation », qui exige une modération des revendications salariales dans un contexte de chômage croissant (4).

En 1984, le président du conseil des ministres, Bettino Craxi, met fin au mécanisme d'indexation des salaires sur l'inflation ; le PCI exige un référendum, mais le perd de façon retentissante. Cette année 1984 constitue un point de bascule – ou, rétrospectivement, une sorte d'apogée –, que symbolisent les images des funérailles de Berlinguer, avec cette foule immense, profondément émue, venue lui rendre hommage comme à un être cher.

### L'ENTRÉE EN CRISE DU SYSTÈME SOVIÉTIQUE VA PRÉCIPITER L'ACTION DES RÉFORMATEURS

Les temps changent, et le parti lui-même évolue, à bas bruit. Au sein de l'appareil, un renouvellement des cadres s'opère. La génération des partisans s'efface et, avec elle, la mémoire. Des profils différents accèdent aux instances de direction, plus éloignés du monde du travail, car l'organisation s'appuie sur les municipalités et leur culture gestionnaire, et promeut des professionnels de la politique. La vision d'un parti « attrape-tout », susceptible de s'adresser à toutes les classes, se développe (5). Comme souvent, la présence ouvrière se marginalise à mesure que les transformations de l'industrie et du monde du travail entament son influence (6).

L'époque est aussi celle de l'essor de la télévision, des médias de masse, qui laminent les rapports à la politique et à la culture, que le parti avait consciencieusement défendus. Tout un symbole : la maison d'édition Einaudi, qui a publié Gramsci et tant de grands auteurs, passe sous la coupe

(1) Perry Anderson, « An invertebrate left », *London Review of Books*, vol. 31, n° 5, Londres, 12 mars 2009.

(2) Eric Hobsbawm, *Interesting Times. A Twentieth Century Life*, Pantheon Books, New York, 2003.

(3) Cf. Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie depuis 1943 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2004.

(4) Cf. David Broder, « The Italian left's long divorce from the working class », *Jacobin*, 14 février 2021, <https://jacobinmag.com>

(5) Piero Ignazi, *Dal PCI al PDS*, Il Mulino, Bologne, 1992.

(6) Lire Julian Misch, « Comment un appareil s'éloigne de sa base », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.

# un même camp

et concurrencent Die Linke sur son terrain, en proposant, par exemple, une hausse du salaire minimum à 12 euros (contre 9,82 euros actuellement). La bascule s'observe dans le comportement électoral des syndicalistes : 11,8 % votaient pour La Gauche en 2017, contre 6,6 % en septembre – un score qui ramène Die Linke derrière l'AfD (12,2 %) et le Parti libéral-démocrate (FDP, 9 %).

Tout effondrement politique implique des causes internes à l'organisation, et Die Linke ne fait pas exception. Les nouvelles coprésidentes du parti, M<sup>mes</sup> Janine Wissler et Susanne Hennig-Wellsow, ont pris leurs fonctions quelques mois à peine avant le scrutin ; peu connues du grand public, elles n'ont guère pu faire campagne en raison des restrictions sanitaires. Fin août, un spectaculaire cafouillage parlementaire a fait jaser la presse : lors du vote sur la participation de la Bundeswehr à l'opération d'évacuation de Kaboul, une partie des députés de gauche s'est prononcée pour, une autre contre, tandis qu'une troisième s'abstenait... Enfin, l'annonce, sans débat au sein du parti et avant même le scrutin, de concessions considérables en cas de participation au gouvernement n'a sans doute pas galvanisé les sympathisants.

## LA CONVULSION QUI TÉTANISE DIE LINKE AFFECTE D'AUTRES FORMATIONS DE GAUCHE, COMME ATTAC ALLEMAGNE

Toutefois, ces incidents récents ne rendent pas raison des mauvais résultats régionaux ou européens accumulés depuis 2019. Le problème le plus fondamental tient au conflit d'orientation qui oppose différents courants du parti. C'est la crise dite « des réfugiés », en 2015, qui a mis ce clivage au grand jour. Se référant au programme de 2011, qui exige « les frontières ouvertes pour tous les humains », une grande partie des militants a accueilli avec enthousiasme la levée des obstacles à l'immigration et réclamé la pérennisation de la liberté d'installation. Mais un autre courant juge au contraire irréaliste le slogan des « frontières ouvertes pour tous ». M<sup>me</sup> Sahra Wagenknecht incarne cette ligne. Alors coprésidente du groupe parlementaire, forte d'une popularité étendue bien au-delà des cercles militants, cette femme charismatique et ses partisans soutiennent à l'égard des réfugiés une position fondée sur le droit international, mais réclament également une régulation des migrations.

Si l'on retrouve semblable clivage au sein de la gauche française, britannique ou américaine, celui-ci se superpose en Allemagne à la fracture Est-Ouest. Le débat sur la politique migratoire a vite dégénéré : M<sup>me</sup> Wagenknecht a été qualifiée publiquement de « nationale Sozialistin » – socialiste nationale, en référence au Parti national-socialiste d'Adolf Hitler – par des membres de sa propre formation. En 2018, elle braquait un peu plus ses camarades en lançant sans succès le mouvement Aufstehen (« Soulevez-vous »), perçu comme concurrent de Die Linke. Retirée de la direction du groupe parlementaire depuis 2019, la députée demeure très présente, notamment dans les médias.

Ainsi, le climat délétère du débat public allemand de l'après-2015 se décalque-t-il sur le parti de gauche. Polluées par les polémiques sur les politiques de l'identité et la *cancel culture* (« culture du bannissement »), les discussions stratégiques perdent en analyse et en dialogue ce qu'elles gagnent en condamnation morale et en hostilité personnelle. « Le message

central qui semblait émaner du dernier congrès n'était pas un positionnement politique particulier ou le programme électoral de Die Linke, mais plutôt la "diversité" de sa nouvelle direction et le caractère inattaquable de ses références pro-LGBTQ [lesbiennes, gays, bisexuels, trans et queer], féministes et antiracistes. Il est certain qu'un parti socialiste devrait être tout cela », a observé Loren Balhorn, rédacteur à la Fondation Rosa-Luxembourg et directeur de l'édition allemande de la revue *Jacobin*. « Toutefois, ajoutait-il, on peut se demander si ce genre de message trouve de l'écho au-delà des cercles partisans immédiats de Die Linke, et s'il donne à la population une raison de voter pour lui » (4).

C'est ce type d'analyse qu'approfondit M<sup>me</sup> Wagenknecht dans un livre publié en avril 2021, *Die Selbstgerechten* (« Les bien-pensants ») (5), rapidement propulsé dans la liste des meilleures ventes. Regrettant que la gauche s'apparente de plus en plus à un style de vie branché, universitaire et vertueux, la députée impute l'effritement de la base sociale de son parti à l'accent mis sur les politiques identitaires au détriment de la question sociale. Elle plaide pour la primauté de la question de classe, dans laquelle féminisme, antiracisme, lutte contre l'homophobie, etc., s'intègrent dans un rapport dialectique entre général et particulier – à rebours, estime-t-elle, des approches intersectionnelles, qui, sous le terme « classisme », renvoient la question sociale à une forme de discrimination, au même titre que le sexisme ou le racisme.

Publié quelques mois avant les élections, l'ouvrage a exacerbé la crise interne au point que certains militants ont réclamé – en vain – l'expulsion de la trouble-fête. S'ils découragent l'électorat, ces conflits affaiblissent aussi le parti en repoussant aux calendes grecques la mise au point de stratégies appropriées face à la crise climatique, à la numérisation ou aux transformations des équilibres internationaux. Fait remarquable, la convulsion qui tétanise Die Linke affecte d'autres formations de gauche, comme Attac Allemagne. L'association, qui a joué un rôle important jusqu'à la crise financière de 2008, n'est plus aujourd'hui que l'ombre d'elle-même, incapable non seulement d'actualiser l'altermondialisme, mais également de surmonter de manière constructive ses déchirements.

Die Linke y parviendra-t-elle ? Trois mois après les élections, la bataille des courants internes n'a pas cessé. L'exécutif, dominé par la gauche mouvementiste (*Bewegungslinke*) d'orientation « sociétale », s'oppose au groupe parlementaire, où prédomine une alliance entre les « réalistes », souvent issus de l'Est, et des députés plus ou moins proches de M<sup>me</sup> Wagenknecht.

Le plus petit groupe parlementaire du Bundestag jouira toutefois d'un avantage : Die Linke incarne désormais seule l'opposition de gauche à la coalition gouvernementale entre les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux. La configuration rappelle celle de l'ère Schröder, qui avait favorisé le parti de gauche. La présence du FDP au sein de la coalition intensifie les contradictions au sein de ce gouvernement et réduit ses possibilités de répondre à la question sociale. Comme le suggère la hausse des prix de l'énergie, la dimension sociale de la transformation écologique s'impose avec fracas. Une occasion pour Die Linke ?

PETER WAHL.

(3) Lire Rachel Knaebel, « L'aubaine des sociaux-démocrates allemands », *Le Monde diplomatique*, décembre 2021.

(4) www.jacobinmag.com, 14 mars 2021.

(5) Sahra Wagenknecht, *Die Selbstgerechten : Mein Gegenprogramm – für Gemeinsinn und Zusammenhalt*, Campus Verlag, Francfort, 2021.



ANNA CARUSO. – « (Se poteva) spariva prima di ogni incontro » (S'il le pouvait] il disparaîtrait avant chaque rencontre), 2016

## Un marché plus efficace

« Le social-libéralisme ? C'est le libéralisme sans la brutalité. Je ne suis pas un libéral, dans le sens où la logique du marché devrait tout emporter. En revanche, j'admets dans certaines circonstances une politique de l'offre. En 2012, l'état du pays justifiait d'aider les entreprises pour redresser leur compétitivité. Ce fut le sens du pacte de responsabilité. Était-ce de droite, était-ce de gauche ? C'était nécessaire, et je l'ai fait. L'offre doit forcément rencontrer la demande. C'est le rétablissement des marges qui permet de procéder à une redistribution. Il faut produire avant de répartir. Et sans consommateurs, il n'y a guère d'avenir pour les entrepreneurs. (...) Refuser le dirigisme, ce n'est pas se rallier au libéralisme ! Il faut que l'État joue son rôle et l'exerce avec autorité pour que le marché puisse être plus efficace. »

François Hollande, entretien dans *Le Débat*, n° 191, Paris, septembre-octobre 2016.

## Unité

« Dans les Hauts-de-France [aux élections régionales de 2021], la liste qui rassemble toute la gauche, Insoumis compris, derrière l'écologiste Karima Delli fait à peine 1 % de plus que la liste du Parti socialiste il y a six ans. L'unité ne paie pas toujours. »

Le Canard enchaîné, Paris, 23 juin 2021.

## Convergence des luttes

« Pour qu'il y ait "convergence des luttes", il faut d'abord qu'il y ait des luttes puissantes qui forment la base de la convergence. (...) Ensuite, la convergence des luttes ne peut se faire que sous les auspices d'un programme politique, dont les grandes lignes sont admises par les secteurs qui convergent. (...) Un tel programme, dans lequel se reconnaissent de larges pans de la gauche réformatrice et révolutionnaire, a existé au XX<sup>e</sup> siècle. Mais aujourd'hui, on ne trouve pas l'équivalent. »

Razmig Keucheyan, entretien dans *Politix*, Paris, 19 juillet 2018.

# Parti communiste italien

de l'empire médiatique constitué par l'homme d'affaires Silvio Berlusconi, le fondateur de Canale 5, la première chaîne de télévision privée en Italie.

À la fin des années 1980, les permanents du parti ont donc le sentiment de vivre un déclin, que le vacillement du bloc communiste et les désillusions qu'il engendre vont renforcer. Le recul enregistré aux élections législatives de 1987 est vécu comme un choc : le PCI obtient pourtant 26,5 % des votes. Mais l'opinion retient une tendance à la baisse, et surtout la progression du Parti socialiste italien (PSI). Dans ces circonstances, la nécessité d'un renouveau s'impose. Un homme va en être le fer de lance et l'incarnation : M. Achille Occhetto, désigné nouveau secrétaire en 1988. Homme d'appareil, il devient le maître d'œuvre d'une stratégie de transformation conduite par des réformateurs soucieux d'apparaître modernes.

Les idées de M. Occhetto épousent, indéniablement, le nouvel air du temps – libéral. « Nous sommes les fils de 89 », s'émerveille le dirigeant au moment du bicentenaire de la Révolution française – plutôt que les vilains rejets des révolutionnaires de 1793. À une vision centrée sur la conflictualité sociale il privilégie une rhétorique guimauve qui exalte le progrès démocratique – celui qui se réalise à petits pas et ne trouble pas les milieux du pouvoir. Puisqu'il faut larguer les amarres, le voici qui jette par-dessus bord ce vieux marxisme désuet. Le réformisme politique est à l'honneur et M. Occhetto veut faire adhérer son organisation à l'Internationale socialiste. L'avenir a le parfum bleuté des « États-Unis d'Europe », de la « voie européenne vers le socialisme » tracée par M. Jacques Delors. Être « moderne » suppose aussi de repenser le rôle de l'État : « Le pays a besoin d'un État qui gère moins, affirme le dirigeant, et qui, en revanche, soit plus à même de fournir des projets et de définir des règles pour une pluralité de sujets, publics et privés (7). »

Pour les réformateurs, le tournant (*svolta*) envisagé doit permettre d'enrayer le déclin du parti, l'aider à séduire un électoral plus large, à rassembler des forces extérieures, à bénéficier d'une crédibilité censée ouvrir les portes du gouvernement. Sur le chemin de cette mue, la référence communiste fait mauvais genre, comme la presse bourgeoise ne manque pas de le souligner. C'est l'entrée en crise du système soviétique qui va précipiter l'action des réformateurs et leur fournir l'occasion d'engager la formation sur un chemin sans retour, celui de la dissolution.

Ainsi, à l'automne 1989, alors que le sujet n'a fait l'objet d'aucun débat en interne, M. Occhetto met sur la table la nécessité du change-



ANNA CARUSO. – « Non riconosco le stigmate delle collere passate » (Je ne reconnais pas les stigmates des colères passées), 2020

ment de nom. L'annonce embrase le parti, mais la direction maintient le cap. Une discussion intense s'engage à tous les niveaux. Les images que l'on peut voir dans les documentaires – dont celui de Nanni Moretti, *La cosa* (1990) – témoignent du caractère passionné des débats : les disputes abondent, les larmes coulent à flots. Le mot « communisme » est-il un poids mort à laisser derrière soi ou un héritage à assumer avec fierté ? Changer de nom ne revient-il pas à abandonner son identité, son histoire ? Pour les militants, cette perspective est difficile, douloureuse, car, souvent, cet engagement, c'est leur vie ; le mot « communiste », toute leur identité.

En mars 1990, au congrès de Bologne, la direction emporte la conviction d'une large majorité des délégués en faveur de la construction d'une nouvelle formation. L'historien Guido Liguori, dans une étude (8), souligne le poids décisif du légitimisme, qui nourrit le fonctionnement ordinaire de l'organisation – la tendance à maintenir l'unité en refusant les divisions, la confiance accordée au groupe dirigeant... « En somme, écrit Liguori, la tendance au conformisme » compta parmi les raisons déterminantes dans la réussite du projet des réformateurs, « avec la désertion silencieuse de milliers de militants, qui "rentrèrent chez eux" sans combattre ». L'année suivante, le Parti démocrate de la gauche (PDS) est créé, avec un nouveau symbole, le chêne. Une minorité décide de réaliser une scission pour créer une formation, le Parti de la refondation communiste (PRC), mais ses effectifs demeurent faibles comparés au PDS.

Dans ce bain de jouvence, les classes populaires boivent la tasse. Certes, le PDS parvient, enfin, à exercer le pouvoir lors de coalitions de centre-gauche – gouvernements de M. Romano Prodi (1996-1998), puis de M. Massimo D'Alema (1998-2000). Mais au prix d'un renoncement à ce qui fondait son existence.

Car, avec la fin du PCI, les capacités de résistance de la gauche italienne s'effondraient, littéralement, la laissant désarmée face à l'émergence d'une nouvelle droite offensive portée par M. Berlusconi, qui fonde Forza Italia en 1994. « Il est remarquable, observait déjà le philosophe politique Ralph Miliband, que les spécialistes qui cherchent à expliquer l'adhésion de vastes secteurs des classes laborieuses à l'idéologie conservatrice n'aient pas cherché à souligner davantage la contribution des dirigeants sociaux-démocrates à la démobilisation politique produite tant par leurs paroles que par leurs actes (9). »

En effet, au-delà d'un parti ou d'un symbole, ce renoncement fragilisait toute une mouvance, politique, syndicale, intellectuelle, tout un écosystème militant autrefois capable d'élaborer ses propres conceptions du monde, de diffuser dans la société son goût de la culture, de défendre corps et âme son aspiration à un monde meilleur.

ANTOINE SCHWARTZ.

(7) Achille Occhetto, *Un indimenticabile '89*, Feltrinelli, Milan, 1990.

(8) Guido Liguori, *Qui a tué le PCI ?*, Delga, Paris, 2011.

(9) Ralph Miliband, *L'État dans la société capitaliste*, Maspero, Paris, 1973 (1<sup>re</sup> éd. : 1969).

# Si les classes populaires étaient écoutées

**Le prix de l'essence, qui mit les « gilets jaunes » dans la rue, n'avait jamais eu les honneurs des revendications des organisations de gauche. Dans les classes populaires, c'est loin d'être le seul thème en mal de résonance politique ou syndicale.**

PAR PIERRE SOUCHON \*

« LE prix de l'essence ou le carburant de la lutte de classes ». À propos de la revendication initiale des « gilets jaunes », ce sous-titre d'une revue proche du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) ne souffre aucune ambiguïté. Au titre près : « Soulèvement populaire en Iran » (1). Pour les révoltés iraniens de l'automne 2019, les communiqués de solidarité de la gauche syndicale et politique fleurirent. Il en fut de même pour la dizaine de morts gisant sur les pavés de Quito et les centaines de blessés qui furent victimes quelques semaines plus tôt en Équateur... de la répression de manifestations contre l'augmentation des prix des carburants. Un an auparavant, les mêmes organisations se réjouissaient de la révolution en marche au Soudan : peu d'entre elles rappelèrent que l'un de ses préludes fut l'explosion de ces mêmes prix, qui déclencha des insurrections en 2012 et en 2013. Cette énumération serait taxée d'amnésie sans une date importante de la mémoire de la gauche : le 27 février 1989, à Caracas, c'est entre autres, là encore, l'envolée du prix de l'essence qui déclencha le *caracazo*, soulèvement populaire qui fit trois mille morts vénézuéliens et qui annonça l'élection de Hugo Chávez en 1998.

Il semblerait que le soutien massif de la gauche politique et syndicale française aux révoltes contre les prix à la pompe soit inversement proportionnel à la distance qui la sépare de la contestation. Car, alors que le même motif de colère s'appareille à mener des centaines de milliers de « gilets jaunes » dans les rues de France, en novembre 2018, l'enthousiasme faiblit : « *Large-mment appuyé par les patrons du transport et relayé par la droite et l'extrême droite, cet appel rencontre aujourd'hui un large écho dans les milieux populaires* (2). » Côté syndical, on aurait également cherché en vain la veine fraternelle qui irrigue les communiqués de solidarité internationale : « *Ce mouvement (...) ne pose pas forcément les bonnes questions et donc n'a pas forcément les bonnes réponses* », pouvait-on entendre dans la bouche d'un secrétaire confédéral de la Confédération générale du travail (CGT) (3).

Et pourtant. Avant que les « gilets jaunes » ne placent le prix du carburant sous les feux de l'actualité, il suffisait de fréquenter n'importe quel café de n'importe quelle campagne de France pour savoir que, depuis une décennie, grondait la colère populaire autour d'un thème central : la voiture. Les radars ! L'essence ! Le diesel ! Le contrôle technique ! Les vignettes ! Mais la gauche syndicale et politique habite-t-elle ces campagnes ? Fréquente-t-elle ces établissements ? Et si tel était le cas, aurait-elle été capable de discerner dans ces propos autre chose que des brèves de comptoir ? Les programmes des partis pour la prochaine élection présidentielle répondent : de la cherté de l'automobile il n'est nulle mention... mis à part pour marteler qu'il faut « sortir » de ce mode de transport polluant (« *repenser la mobilité individuelle* » [4]), « *réduire la place de la voiture* » [5], « *privilégier les déplacements doux* » [6].

Hormis le prix des transports, qu'est-ce qui mobilise les classes populaires ? Une chose est sûre, la « politique politicienne » (les luttes de pouvoir, les stratégies électorales...) les rebute – les taux d'abstention permettent de le vérifier à chaque élection. Ne serait-ce pas justement parce que leurs inquiétudes, leurs tourments sont inconnus, ou presque, des organisations qui prétendent parler en leur nom ? Nous avons enquêté auprès de personnes issues des classes populaires : femme de ménage, puéricultrice, ouvrière à la chaîne, plombier, carreleur... Des femmes, en majorité, jeunes, moins jeunes et retraitées, issues de différents milieux professionnels et provenant de lieux géographiques divers (urbains, ruraux, périurbains).

Première surprise : une minorité d'entre elles affirme souhaiter l'augmentation des salaires, obsession des organisations de gauche. Chacune insiste pourtant sur le coût de la vie, qui ne fait qu'augmenter. Dans les ménages rencontrés, ce sont systématiquement les femmes qui tiennent les comptes. Chronophage, source de stress, cette activité les change en d'impitoyables comparatrices de prix. Leur colère porte sur ceux de la vie courante, sur l'angoisse du porte-monnaie qu'on ouvre tous les jours en constatant qu'il se vide de plus en plus vite. Leur revendication est nette : l'encadrement strict des prix des produits de première nécessité. Pouvoir remplir le frigo sans y penser, pour ainsi dire, sans comparer, sans traquer l'étiquette, sans d'épuisantes heures de recherche sur Internet. Augmenter les salaires ? « *Tout augmenterait derrière, et on ne gagnerait rien !* » Rappe-



© ANNA CARUSO - WWW.ANNACARUSO.IT

ANNA CARUSO. – « Le cose felici non si ripetono » (Les choses heureuses ne se répètent pas), 2015

lons que les prix ne sont libres en France que depuis 1987... À l'encadrement des prix des denrées de base, les enquêtes ajoutent le plafonnement, selon elles indispensable, des factures : gaz, électricité, mutuelles, etc. – pour que cesse l'omniprésente « *angoisse de la boîte aux lettres* ».

Seconde surprise : l'école. Les organisations syndicales et politiques axent en général leurs discours sur les moyens qui manquent à ce service public. Nulle mention de ce point chez les personnes que nous avons rencontrées. En revanche, toutes sont furieuses du prix de l'école. Celle-ci est chère, elle est hors de prix : garderie, centre de loisirs, cantine, fournitures scolaires, sorties plombent littéralement le budget de ces familles. Si ces dépenses concernent majoritairement le temps périscolaire, les enquêtes l'incluent néanmoins dans un exorbitant poste de dépenses « école ». Autant dire que le discours sur les moyens à allouer à l'éducation nationale est inaudible, d'autant qu'il s'accompagne d'ordinaire à gauche d'une mise en garde : « *Nous allons vers une école à l'américaine*. » Les enfants des classes populaires y sont déjà – sans même parler de leur avenir, que chacun perçoit extrêmement sombre : « *Si jamais les petits vont au-delà du bac, ce sera impossible de leur payer des études*. »

## « CONSTRUIRE UNE ORGANISATION AVEC DES GENS COMME NOUS »

Mais les enfants des classes populaires ne font pas qu'étudier : ils se divertissent, aussi – souvent en prolongeant des activités auxquelles l'école les a sensibilisés. Ils se heurtent alors au même mur : celui de l'argent. Sport, cinéma, théâtre, librairies : tous les loisirs sont « *hors de prix* ». Sur les écrans de téléphone, d'ordinateur, sur les feuilles blanches et dans les carnets de comptes dansent les virgules, et tombe le même verdict : l'interdiction des loisirs pour cause de coût trop élevé. Un lien direct est fait avec l'omniprésence des écrans : « *On ne peut pas sortir, c'est trop cher. Donc on prend un écran plat, on abonne les gamins à des jeux et à Netflix...* »

Poser, par ailleurs, la question du travail revient ici à parler de troubles musculo-squelettiques, d'arthrose, de lombalgies, de hernies discales, de calcifications, de lumbagos, de handicaps partiels ou permanents... Le travail manuel, omniprésent chez ces salariés, brise les corps. Y compris les corps jeunes. La revendication est aussi unanime qu'absente des programmes des organisations de gauche : l'alignement de la rémunération du travail manuel sur le travail intellectuel, avec la mise en place de carrières très courtes pour les métiers pénibles – « *comme dans l'armée*

ou la police, parce qu'on ne peut pas faire plus ». Tout le reste est vu comme des mesurette : « *Leur retraite à 60 ans, c'est du pipeau, à 50 ans, on est déjà foutus*. » Prétendre à la retraite, d'ailleurs, ce sont des imbroglios administratifs qui épuisent, tant ils constituent le quotidien de celles et ceux qui chaque jour doivent retrouver leur chemin dans le maquis des aides. Émerge alors un axe revendicatif qui revient régulièrement : que les « *aides sociales* » de toutes natures soient attribuées de manière aussi automatique que les institutions diverses prélèvent les sommes dues sur les comptes en banque, pourtant en souffrance, de ces familles. Le taux de non-recours aux aides sociales, frappant une famille sur trois y ayant droit, pour un préjudice de 10 milliards d'euros (7), suggère que cette idée n'est pas complètement farfelue... Enfin, à rebours des enquêtes d'opinion, insécurité et immigration sont absentes des préoccupations des personnes interrogées. Vraisemblablement parce que la scène politique est saturée d'interventions autour de ces thèmes, tandis que les autres sont absents : nos questions portaient en effet sur les préoccupations qui ne trouvent aucun écho politique ou syndical.

Pour porter ces propositions, il faut des organisations. Lesquelles ? Problème : toutes, à gauche, sont discréditées parmi notre public. En cause, pêle-mêle : leur langage, « *qui ne ressemble pas au nôtre* ». Les incantations et propos de papier, en contradiction avec l'absence d'actions concrètes, aux effets pratiques immédiatement palpables. La forme des organisations, également, vue comme un permanent système de primes à l'ego, à l'argent, aux honneurs, aux places. Et, par-dessus tout, ces convictions se nourrissent d'un désintérêt plus profond, fondé sur ce fait central exprimé avec certitude : « *De toute façon, la politique, ça ne change pas la vie*. » La jeune esthéticienne qui nous a résumé d'une phrase ce sentiment commun à tous ignorait que l'ambition de « *changer la vie* », empruntée à Arthur Rimbaud, fut justement le slogan d'une gauche qui prônait la rupture.

Depuis, l'absence de solution de rechange pratique et théorique a atteint son objectif : s'intéresser, s'investir, s'engager en politique est devenu inutile, « *puisque rien ne change, ce sont toujours les mêmes qui trinquent*. »

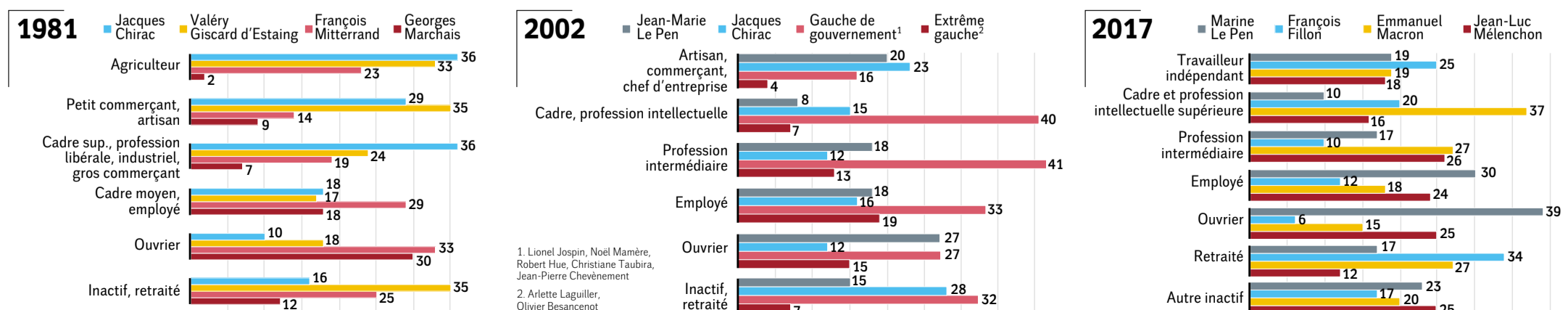
Mais de ceux-là dépend précisément le changement, l'histoire l'a assez prouvé. Le discrédit général dans lequel les formations de gauche sont plongées suggère une piste, évoquée par les intéressés eux-mêmes : « *Construire une organisation avec des gens comme nous*. » Comme eux sociologiquement, mais aussi comme eux politiquement : sans but électoral – au moins dans un premier temps. Une organisation qui se soucierait de la vie concrète des gens, de leurs frigos vides (aide alimentaire), du prix de l'école (mutuelle des écoles, soutien scolaire), du prix des loisirs (cinéma solidaire, sorties à prix réduits), etc.

Il faut croire que ce type de projet ne passionne plus autant qu'avant les organisations de gauche. Ainsi, l'après-« gilets jaunes » vit fleurir une unanimité presque inédite au sein de celles-ci contre la privatisation d'Aéroports de Paris. On expliqua alors partout que c'était aller dans le sens historique des « gilets jaunes », avec le référendum d'initiative partagée, que tous les ronds-points du pays allaient s'en emparer, etc. Peu importait que la plupart des occupants des mêmes ronds-points les eussent envahis car ils ne pouvaient plus se servir de leur voiture, alors qu'ils n'étaient souvent jamais montés dans un avion de leur vie... Et que la sociologie électorale de la participation au référendum fit apparaître « *un signataire-type qui vote à gauche, est diplômé et dispose d'un capital culturel important* (8) ». Les grandes campagnes « populaires » lancées récemment, par les mêmes organisations peuplées des mêmes militants, contre la 5G et Amazon – avec des arguments écologiques qui constituent rarement le cœur des préoccupations populaires – n'ont pas rencontré un grand succès dans les profondeurs du pays. En 2009, en revanche, le Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP, Collectif contre l'exploitation outrancière) organisa quarante-quatre jours de paralysie de la Guadeloupe. L'étincelle ? Le prix de l'essence...

(1) Révolution permanente, 20 novembre 2019, www.revolutionpermanente.fr  
 (2) « Contre le gouvernement des riches, bloquer l'offensive, taxer les profits, augmenter les revenus », NPA (Nouveau Parti anticapitaliste), 13 novembre 2018.  
 (3) M. Fabrice Angeï, cité par *Libération*, Paris, 12 novembre 2018.  
 (4) « L'avenir en commun. Le programme pour l'union populaire », La France insoumise, 18 novembre 2021.  
 (5) « Vivant. Liberté, égalité, fraternité, biodiversité. Projet pour une République écologique », Europe Écologie - Les Verts, 16 mars 2020.  
 (6) « Construisons la France en commun », Parti communiste français, 12 juin 2020.  
 (7) Dominique Esway, « Au moins 10 milliards d'euros d'aides sociales ne sont pas réclamés », France Bleu, 15 juin 2018.  
 (8) Étienne Girard, « Référendum ADP : qui a signé et qui s'en fout ? Sociologie du RIP », *Marianne*, Paris, 19 juillet 2019.

## Évolution de la sociologie du vote aux élections présidentielles

Alors que les employés et les ouvriers votaient très majoritairement pour la gauche en 1981, ses candidats n'ont attiré qu'un quart d'entre eux en 2017, tandis que plus de 40 % se sont tournés vers l'extrême droite.



Sources : *Le Nouveau Pouvoir. Les 1100 qui conduisent la France aujourd'hui*, Jean-Claude Lattès, 1981 ; *Sofres, L'État de l'opinion*, Seuil, 2003 ; IFOP - Fiducial, « Le profil des électeurs et les clés du premier tour de l'élection présidentielle. 23 avril 2017 ». CÉCILE MARIN